



Une Étude Situationnelle Sur Les Enfants et Jeunes En Mouvement Au Sénégal

2 0 2 4



Table des matières

Tables et Graphiques	2
Liste des sigles	3
Concepts clefs	4
I. Résumé Exécutif	7
II. Introduction	10
III. Méthodologie	11
IV. Profil des Enfants et Jeunes en Mobilité	14
V. Dynamiques de mobilité et trajectoires des EJM	22
V. Motivations de Mobilité des Enfants et des Jeunes	25
VI. Défis Majeurs des EJM au Sénégal :Risques, Vulnérabilités et Facteurs Déterminants	27
VII. Impact psychosocial des risques liés à la mobilité et stratégies d'adaptation	34
VIII. Perception des institutions	38
IX. Priorités Identifiées	44
IX. Conclusion/ Recommandations	45
Liste des Annexes en Pieces Jointes	48

Ce rapport concerne principalement les perceptions des Enfants et des jeunes rencontrés. Il est complété par le rapport élaboré à l'aide du CBCPM toolbox de ChildFund portant sur les réponses fournies par les membres des communautés autour des EJM ainsi que les représentants d'institutions partenaires.

Tableaux et Graphiques

1: Ciblage par âge et Région	15
2: Répartition par genre à travers les régions	17
3: Répartition par Type d'Occupation et Genre	20
4: Observations qualitatives sur les occupations des EJM	21
5: Raisons de la Mobilité par Région	25
6: Raisons de la Mobilité par Sexe	26
7: Risques spécifiques aux EJM	27
8: Tableau des Risques et Défis des EJM	28
9: Répartition des Risques par Région	29
10: Partition des Risques selon le Genre	30
11: Risques liés à la mobilité selon l'Age	31
12: Profil de risque /Type d'occupation	33
13: Sentiments de tristesse ou d'espoir sur le voyage	34
14: Signes de résilience% signes de stress	35
15: Tableau récapitulatif des stratégies d'adaptation	36
16: Initiatives et perspectives	40
17: Tableau des priorités pour l'accompagnement des EJM	44
18: Tableau des recommandations émises par les EJM et autres acteurs	46

Liste des sigles

AEJT	Association Enfants Jeunes Travailleurs	ONPEC	Orientations Nationales de Prise en Charge pour les Enfants en Situation de Vulnérabilité
AEMO	Action Educative en Milieu Ouvert	ONU	Organisation des Nations Unies
AGR	Activités Génératrices de Revenus	OSC	Organisations de la Société Civile
ASDE	Analyse Situationnelle des Droits de l'Enfant	PDE	Protection de l'enfance
CADBEE	Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant	PEC	Prise en Charge
CAP	Centre d'Animation Pédagogique	PIB	Produit Intérieur Brut
CHR	Centre Hospitalier Régional	PDESC	Programme de Développement Economique Social et Culturel
CICR	Comité International de la Croix Rouge	PJJ	Programme de Protection Judiciaire Juvenile
COSAED	Collectif des Structures d'Appui aux Enfants et Jeunes en Difficulté.	PNPPE	Politique Nationale de Promotion et de Protection de l'Enfance
CDPE	Comité Départemental de Protection de l'enfant	PPTE	Pays Pauvre Très Endetté
DPDE	Direction de la Protection des droits de l'enfant	QUIBB	Questionnaire sur les Indicateurs de Base et de Bien-être
ENTSS	Ecole Nationale des travailleurs Sociaux spécialisés	SDARP	Stratégie de Développement Accéléré et de Réduction de la Pauvreté
ESEC	Exploitation Sexuelle des Enfants à des fins Commerciales	SEJUP	Services Educatifs, Judiciaires, et Préventifs
FGD	Focus Group Discussion	VIH/Sida	Virus de l'Immunodéficience Humaine/ Syndrome d'immunodéficience Acquise
FMI	Fonds Monétaire International	SAP	Système d'alerte Précoce
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population	SDARP	Stratégie de Développement Accéléré et de Réduction de la Pauvreté
MGF	Mutilations Génitales Féminines	RAO	Réseau Afrique de l'Ouest
MICS	Enquête par grappe à Indicateurs Multiples	TSAS	Technicien Supérieur de l'action Sociale
MPFEF	Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille	UE	Union Européenne
ONG	Organisation Non Gouvernementale	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfant
ONGI	ONG Internationale	VBG	Violences Basées sur le Genre

Concepts clefs



Enfant

Selon la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant de 1989, un enfant est toute personne âgée de moins de 18 ans.



Jeune

Dans le cadre de cette étude le terme « jeune » désigne les individus âgés de 18 à 24 ans. Cette catégorie inclut ceux qui sont en transition entre l'enfance et l'âge adulte, souvent confrontés à des défis uniques liés à la mobilité, tels que la recherche d'emploi, l'éducation, et l'intégration sociale.



Famille

La « famille » comprend toutes les personnes appartenant au cercle affectif d'un enfant ou d'un jeune. Au Sénégal, cela peut inclure la famille étendue et les proches qui jouent un rôle significatif dans le soutien émotionnel et pratique des jeunes en mobilité. Les aidants principaux peuvent parfois être des membres non traditionnels de la famille, tels que des mentors ou des pairs.



La mobilité

désigne les déplacements ou changements de position, qu'ils soient géographiques, sociaux, économiques ou éducatifs. Pour les enfants et les jeunes, cela inclut souvent des mouvements pour accéder à des opportunités ou pour répondre à des situations de crise.



Système de Soutien Social

Le système de soutien social désigne l'organisation des services et des soutiens visant à promouvoir le bien-être des enfants et des jeunes en mobilité. Il comprend les services sociaux, les systèmes de santé, les services éducatifs, et les mécanismes de protection de l'enfance. L'objectif est de créer un environnement sécurisé et favorable pour ces enfants et jeunes, tout en renforçant les capacités des familles et des communautés à les soutenir.



Protection de l'Enfance

La protection de l'enfance cherche à prévenir et à répondre à la maltraitance, la négligence, l'exploitation, et la violence à l'encontre des enfants. Elle inclut des interventions spécifiques pour les enfants déplacés, les enfants mineurs non accompagnés et les enfants réfugiés.



Système de Protection de l'Enfance

Un système de protection de l'enfance est un ensemble de lois, politiques, services, et pratiques destinés à protéger les enfants contre les abus et les négligences, y compris ceux en mobilité. Ce système engage divers acteurs, y compris les agences gouvernementales, les ONG, et les communautés locales, pour offrir un soutien coordonné et efficace.



Justice pour les Enfants

La justice pour les enfants assure que les systèmes judiciaires servent et protègent les enfants, qu'ils soient victimes, témoins, ou présumés responsables d'infractions. Cela comprend des mesures spécifiques pour les enfants en mobilité, réfugiés, et déplacés, garantissant leur accès à la justice et leur protection tout au long du processus judiciaire.



Services de protection préventive intégrés au Sénégal

Ces services combinent des initiatives visant à renforcer les capacités des familles et des communautés pour protéger les enfants et les jeunes en mobilité. Ils fonctionnent dans un schéma intégré, incluant des programmes éducatifs, des campagnes de sensibilisation, et des ressources de soutien, visant à prévenir les situations de risque avant qu'elles ne nuisent aux enfants.



Services d'Intervention

Les services d'intervention fournissent une aide directe aux enfants en situation de risque ou ayant vécu des situations d'abus, négligences, ou exploitations. Ces services visent à protéger ces jeunes, à réduire les risques futurs, et à rétablir leur bien-être, en tenant compte des défis spécifiques liés à leur mobilité.



Système Formel

Le système formel inclut les organisations gouvernementales, internationales, et les ONG locales participant à la protection des enfants, reconnues et régulées par le gouvernement. Ces organisations travaillent de manière structurée et réglementée pour offrir des services de protection de l'enfance adaptés aux besoins des jeunes en déplacement.



Système non formel

Le système informel désigne les initiatives communautaires, familiales, et individuelles pour la protection des enfants et des jeunes en mobilité. Ces initiatives, bien que non structurées, jouent un rôle crucial dans le soutien quotidien et la protection de ces jeunes au niveau local, souvent comblant les lacunes des systèmes formels.



Compatibilité

La compatibilité fait référence à l'adéquation entre le système de protection de l'enfance et les réalités culturelles et sociales locales des enfants. Un système compatible soutient les pratiques culturelles positives tout en s'efforçant de changer celles qui nuisent au bien-être des enfants. Il est essentiel que le système de protection soit en accord avec les croyances et les pratiques locales pour être efficace et durable, y compris pour les enfants et les jeunes en déplacement constant. Par ailleurs, il est important que ce système soit intégré, ce qui signifie qu'il doit fonctionner de manière coordonnée avec les autres systèmes et services existants (comme l'éducation, la santé, et les services juridiques) pour offrir une réponse globale et cohérente aux besoins des EJM.



Mobilité risquée

Se réfère aux déplacements migratoires où les enfants et jeunes sont exposés à des dangers significatifs, tels que la violence, la traite, ou l'exploitation, en raison des conditions précaires ou non réglementées de leur voyage.



Risque ou victime d'exploitation

Inclut toutes les formes d'exploitation, y compris sexuelle, économique ou par la traite des personnes, où les enfants sont manipulés ou forcés à travailler dans des conditions abusives.



Situation de rue

Concerne les enfants et jeunes qui vivent ou travaillent principalement dans la rue, sans accès à un domicile stable ou à des services de base.



Privation d'accès aux soins de santé et à l'éducation

Met en évidence les obstacles que les enfants rencontrent pour accéder à des services essentiels qui sont cruciaux pour leur bien-être et développement.



Maltraitance ou abus

Recouvre les différentes formes de violences physiques, psychologiques ou sexuelles auxquelles les enfants peuvent être soumis.



En transit prolongé

Souligne le fait que les enfants et jeunes en mobilité peuvent rester longtemps dans un état de transit, ce qui peut exacerber leur vulnérabilité et les risques auxquels ils sont exposés.



Travail illicite

Se réfère à la participation des enfants à des activités économiques non régulées et souvent dangereuses, où leurs droits sont ignorés.



Conflit avec la loi

Implique les situations où les enfants, souvent par nécessité ou manque de choix, se retrouvent impliqués dans des activités illégales, ce qui les expose à des sanctions juridiques.



Pratiques traditionnelles néfastes

Inclut les coutumes et pratiques culturelles qui, bien qu'anciennes, portent atteinte aux droits et au bien-être des enfants, telles que le mariage précoce ou les mutilations génitales féminines.



Orphelinage, séparation ou abandon

Désigne les situations où les enfants sont laissés sans soins parentaux adéquats, soit par la perte de leurs parents, soit par l'abandon, augmentant ainsi leur vulnérabilité.



Mariage précoce ou forcé

Se réfère aux unions où les jeunes, souvent des filles, sont mariés à un âge précoce ou sans leur consentement éclairé, compromettant leur éducation et leur développement.



Le droit de chaque enfant à la sécurité et à la protection ne cesse pas lorsqu'il est contraint de se déplacer dans une autre juridiction. En fait, les États doivent garantir que les enfants qui se déplacent ne sont jamais séparés de leur famille, qu'ils ne sont pas privés de liberté et qu'ils ont droit à la continuité de la protection de leurs droits humains ».

~ Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies sur la violence à l'encontre des enfants.

I. Résumé Exécutif

Introduction

Cette étude sur les Enfants et Jeunes en Mobilité (EJM) au Sénégal révèle les nombreux défis auxquels ces jeunes sont confrontés ainsi que les stratégies qu'ils adoptent pour y faire face. Les données recueillies auprès de 1004 enfants et jeunes, 170 acteurs communautaires et 35 institutions offrent une perspective globale des expériences et besoins spécifiques de cette population vulnérable. Les données ont été recueillies dans 10 départements des régions de Dakar, Kédougou, Kolda, Kaffrine et Ziguinchor. Les résultats suivants ont été observés.

Origine des EJM

Les Enfants et Jeunes en Mobilité (EJM) au Sénégal viennent de plusieurs pays, illustrant la diversité des mouvements migratoires dans la région. Une majorité, soit 67,6 %, est originaire du Sénégal. D'autres nationalités représentées incluent le Nigeria (9,5 %), la Guinée Conakry (6,9 %), le Mali (6,9 %), et la Guinée Bissau (3,4 %). Des proportions plus faibles proviennent du Burkina Faso (2,7 %), de la Gambie (1,1 %), du Niger (1,1%), du Ghana (0,4 %), et de la Mauritanie (0,4 %).

Lieux de Transit et Destinations Envisagées

Les principales régions de transit au Sénégal, où les EJM séjournent temporairement, sont Kédougou (29,9%), Kaffrine (26,2%), Dakar (17,6%), Kolda (15,2%) et Ziguinchor (11,1%). Les destinations envisagées par les Enfants et Jeunes en Mobilité (EJM) après leur transit montrent leur quête d'un avenir plus prometteur. Parmi eux, 32,5 % prévoient de rester dans la région actuelle, tandis que 27,3 % envisagent de se déplacer vers une autre région du Sénégal. Un autre groupe important, soit 25,4 %, aspire à migrer vers un autre pays d'Afrique de l'Ouest. Enfin, 14,8 % des EJM ont pour objectif de se rendre en Europe.

Motivations et décisions de voyage

La région d'origine, le sexe, et l'âge sont des facteurs déterminants dans la prise de décision liée à la mobilité des EJM. Les jeunes de certaines régions, comme Ziguinchor, affichent une plus grande autonomie dans leurs choix, tandis que les enfants plus jeunes dépendent fortement des adultes pour leur mobilité. Les filles montrent une autonomie décisionnelle comparable à celle des garçons, bien que leurs motivations puissent différer. De plus, les impacts du changement climatique et des catastrophes environnementales augmentent la pression sur ces enfants pour quitter leurs foyers à la recherche de meilleures opportunités.

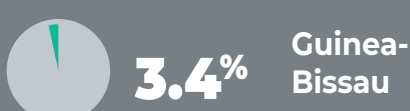
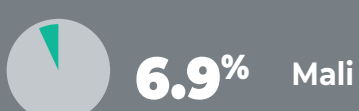
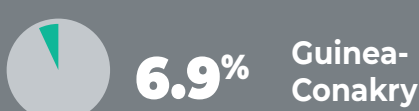
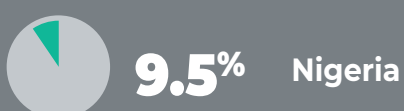
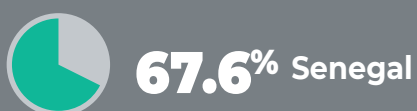
Risques et Défis Liés à la Mobilité

Les EJM au Sénégal font face à des risques et vulnérabilités majeurs, aggravés par des facteurs tels que le genre, l'âge, la région d'origine et le type d'occupation. Les risques les plus significatifs comprennent l'exploitation (jusqu'à 62,5% des EJM), la mobilité risquée (jusqu'à 29,9% à Kédougou) et le manque d'accès aux soins et à l'éducation (26,2% à Kaffrine). Ces risques sont exacerbés par des conditions instables, issues de conflits civils, de mouvements organisés et de catastrophes environnementales.

Les filles sont particulièrement vulnérables à l'exploitation sexuelle et aux pratiques traditionnelles néfastes, tandis que les garçons sont plus exposés à la mobilité précoce et aux activités illicites.

Les défis varient selon les régions, avec des situations spécifiques à Kédougou et Dakar. Aussi, les jeunes impliqués dans des travaux manuels, tels que la réparation automobile à Dakar et Ziguinchor ou l'agriculture à Kolda, sont souvent exposés à des conditions de travail dangereuses, sans formation

Percentage of CYM per Country of origin.



ni protection adéquates, ce qui entraîne des accidents fréquents et des problèmes de santé graves. De nombreux jeunes sans emploi fixe, surtout dans les grandes villes comme Dakar, sont également à haut risque de violence et d'exploitation. Les jeunes filles domestiques dans les zones urbaines sont exposées à des risques d'exploitation sexuelle dans un environnement d'abus, où elles sont souvent isolées et sans défense. L'âge joue également un rôle clé : les plus jeunes sont plus exposés aux pratiques traditionnelles néfastes et aux maltraitements, tandis que les adolescents sont davantage vulnérables à l'exploitation par le travail et aux conflits avec la loi.

Impact des défis du voyage

L'analyse des émotions des Enfants et Jeunes en Mobilité (EJM) révèle un mélange d'espoir, de tristesse, de résilience, et de stress. Environ 70,5 % des EJM ont maintenu un sentiment d'espoir, tandis que les autres ont ressenti une tristesse intense, notamment à Ziguinchor. Les défis émotionnels sont aggravés par les menaces sécuritaires et les catastrophes environnementales dans les zones de transit. La résilience est également significative, avec 80,1 % des EJM parvenant à surmonter les épreuves, bien que près du cinquième aient ressenti un stress important, particulièrement à Kolda.

Aussi, les filles sont plus susceptibles d'être conscientes et de signaler des formes d'exploitation, telles que l'exploitation sexuelle. Leurs réponses suggèrent une méfiance accrue envers les autres et une volonté de protéger leur intégrité physique et émotionnelle. Les garçons, quant à eux, semblent moins enclins à reconnaître ou à signaler ces formes d'exploitation, ce qui peut être lié à une perception différente des risques ou à des attentes sociales différentes en matière de protection.

La résilience est dans cette étude très significative, avec 80,1 % des EJM parvenant à surmonter les épreuves, bien que 19,9 % aient ressenti un stress important, particulièrement à Kolda. Les conditions locales et le soutien social jouent un rôle crucial dans la manière dont ces enfants gèrent les défis psychologiques de la mobilité.

Stratégies d'Adaptation des EJM

La mobilité des EJM a un impact considérable sur leur bien-être. Les enfants et jeunes en mobilité sont souvent exposés à des situations de risques ou de danger, d'exploitation et de privation de leurs droits fondamentaux. Ces conditions affectent leur développement physique, psychologique et éducatif.

Au Sénégal, les Enfants et Jeunes en Mobilité (EJM) utilisent diverses méthodes pour faire face aux nombreux obstacles qu'ils rencontrent. Parmi ces méthodes : 1/ acquérir de l'expérience, 2/ éviter les agressions sexuelles, 3/ se développer personnellement, 4/ assurer leur survie quotidienne, 5/ éviter la violence pour eux-mêmes et leurs pairs, 6/ préserver leur dignité, et 7/ poursuivre leurs études. Les EJM apprennent à naviguer dans des environnements complexes, à se protéger, et à satisfaire leurs besoins essentiels tout en préservant leurs valeurs.

Les communautés locales développent des réseaux de solidarité, offrent un hébergement temporaire et mobilisent les leaders religieux et traditionnels pour renforcer la protection des jeunes migrants. Pour renforcer l'impact positif des stratégies développées par les EJM les communautés autour d'eux mettre en place des mentors communautaires, créer des refuges mobiles sécurisés et adaptés, conduire des programmes de résilience psychologique, et renforcer les réseaux de solidarité entre les EJM. Des formations professionnelles itinérantes et un accès élargi aux services juridiques pourraient également jouer un rôle crucial pour aider ces jeunes à surmonter les obstacles liés à leur mobilité. Les communautés, y compris les familles, insistent sur la nécessité d'améliorer l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle pour réduire la pression migratoire.

Parallèlement, les services de prévention et d'intervention, tant formels qu'informels, répondent aux besoins immédiats des EJM tout en respectant les réalités locales. Les institutions stratégiques, de leur côté, soulignent l'importance de renforcer les dispositifs de protection pour prévenir la traite des enfants, d'améliorer l'accès à l'éducation et de sensibiliser les communautés à la responsabilité parentale.

Besoins prioritaires des EJM

Les besoins prioritaires identifiés par les Enfants et Jeunes en Mobilité (EJM) au Sénégal, ainsi que par les acteurs communautaires et institutionnels, soulignent plusieurs domaines d'intervention essentiels pour améliorer leurs conditions de vie et leur bien-être. Ces priorités incluent :

- **Renforcement de la sécurité** . Selon les acteurs communautaires et institutionnels il faut : Prévenir la traite des enfants, renforcer la protection dans les zones frontalières et de transit, et améliorer la coordination entre les acteurs de protection).
- **Amélioration de l'accès à l'éducation** (identifié en plus des acteurs communautaires et institutionnels par 36,2 % des EJM) : Simplifier l'inscription scolaire, offrir des programmes de soutien linguistique et des services de transport scolaire, et fournir des bourses pour encourager la fréquentation régulière. L'accès à l'éducation est souligné comme un besoin crucial par plus d'un tiers des EJM.
- **Soutien financier et matériel** (identifié en plus des acteurs communautaires et institutionnels par 29,3 % des EJM): Allouer des fonds pour fournir des documents d'état civil, des ressources éducatives et professionnelles, en particulier pour les orphelins et les plus vulnérables. Près d'un tiers des EJM expriment la nécessité de ce soutien pour améliorer leur situation.
- **Sensibilisation communautaire** . Selon les acteurs communautaires et institutionnels il faut: Mener des campagnes de sensibilisation sur l'importance d'une enfance stable et organiser des ateliers pour promouvoir le dialogue entre parents et enfants.
- **Création d'un environnement inclusif** Selon les acteurs communautaires et institutionnels il faut: Former les enseignants à la gestion de la diversité culturelle, promouvoir la lutte contre la discrimination dans les écoles et les communautés, et mettre en place des programmes de soutien pour l'inclusion des EJM.
- Ces priorités, reconnues par l'ensemble des acteurs, visent à offrir aux EJM des opportunités éducatives et économiques adaptées, tout en répondant à leurs besoins de protection, de soutien psychologique, et de développement personnel.

II. Introduction

La région ouest-africaine, avec sa population croissante, majoritairement jeune et urbaine, subit des changements démographiques rapides influençant les schémas migratoires. Environ 70% des déplacements migratoires enregistrés sont facilités par les accords de la CEDEAO et de l'UEMOA, qui promeuvent la libre circulation des personnes et des biens. Toutefois, les déplacements saisonniers non documentés signifient que le nombre réel pourrait être bien supérieur¹.

Défis et Contexte de la Mobilité des Enfants

Au Sénégal, les enfants et jeunes en mobilité sont motivés par des facteurs socio-économiques, des violations de leurs droits, la faiblesse des systèmes de protection et des normes sociales jugées néfastes. Ces situations sont exacerbées par des crises sécuritaires. La mobilité expose les enfants à des risques accrus, notamment lorsqu'ils voyagent seuls. Une étude de Save the Children et du Mixed Migration Centre (2018) souligne l'importance d'intégrer les politiques migratoires dans les plans de développement et de renforcer les capacités des organisations de la société civile².

Méthodologie et Collecte de Données

Notre étude a combiné des données quantitatives et qualitatives. Nous avons réalisé des entretiens individuels avec des enfants et jeunes (la moitié- les enfants cibles -en mobilité

, l'autre -les enfants témoins- non), profils communautaires et discussions de groupe informelles. La collecte de données via la plateforme Kobo a été analysée à l'aide du logiciel SPSS, incluant des tests du khi-carré, des analyses de variance (ANOVA), des régressions et des analyses factorielles.

Résultats Clés et Vulnérabilités

Les filles en mobilité font face à des risques spécifiques tels que l'exploitation sexuelle et les mariages précoces. L'étude de Profil réalisée par l'OIM corrobore des connaissances préexistantes³⁴ en soulignant que la quête d'opportunités économiques constitue le

Cette étude met en évidence le besoin critique de stratégies intégrées qui abordent les aspects économiques, environnementaux et participatifs des défis auxquels est confrontée les enfants et les jeunes en mobilité. En renforçant la sécurité, en améliorant l'accès à l'éducation et en favorisant l'implication des communautés, nous pouvons mieux soutenir ces enfants et ces jeunes vulnérables dans leur cheminement vers la stabilité et les opportunités.

principal facteur de la mobilité, y compris celle des enfants, les plaçant ainsi dans une situation de vulnérabilité accrue face aux risques d'exploitation et de traite.

Les enfants en mobilité au Sénégal proviennent souvent de régions comme Dakar, Matam, Saint-Louis, Diourbel et Thiès, et leurs déplacements sont motivés par la recherche d'opportunités économiques ou éducatives⁵.

Importance de la Protection et de la Résilience

Il est essentiel de comprendre les motivations et les logiques familiales et communautaires qui sous-tendent ce phénomène. L'étude sur les enfants et les jeunes en mobilité (Children on the Move) réalisée par ChildFund Sénégal en collaboration avec des enfants et des jeunes, ainsi que des partenaires communautaires et institutionnels, vise à approfondir la compréhension de ce phénomène et à identifier les défis spécifiques rencontrés par les enfants en mobilité au Sénégal⁶.

Objectifs de l'Étude

Cette étude situationnelle vise à comprendre les besoins, les défis et les stratégies d'adaptation des enfants et jeunes en mobilité au Sénégal, en mettant l'accent sur la protection, l'éducation et l'insertion socio-économique. Les résultats de l'étude serviront à offrir des solutions viables pour améliorer la situation des enfants en mobilité, contribuant à renforcer les systèmes de protection de l'enfance.

III. Methodology

Périmètres de l'étude

Cette étude visait à analyser en profondeur la mobilité des enfants au Sénégal, en mettant l'accent sur leur protection et la réalisation de leurs droits. Pour ce faire, une approche méthodologique mixte a été adoptée, combinant des données quantitatives et qualitatives. L'étude a intégré plusieurs critères essentiels pour comprendre les réalités spécifiques de chaque communauté, les expériences distinctes des filles et des garçons, et pour impliquer activement les leaders communautaires.

Critères de Recherche et Études Complémentaires

Pour renforcer l'analyse, des études et rapports pertinents ont été utilisés tels que l'Étude régionale sur les Profils des Enfants et Jeunes en Mobilité en Afrique de l'ouest⁷, la Cartographie des acteurs et services de protection des enfants en Afrique de l'Ouest⁸, l'Évaluation de la Stratégie Nationale de Protection de l'Enfant (SNPE) au Sénégal⁹, et l'Étude nationale sur les enfants hors du système éducatif au Sénégal¹⁰. Ces études (voir annexe pour revue synthétique de la littérature) ont fourni des insights importants pour compléter les données de terrain et orienter des interventions futures. Les questions standardisées du What We Need To Know (WWNK)¹¹ ont aussi servi à l'élaboration d'indicateurs de protection liés à la mobilité des EJM.

Les principaux critères retenus pour cette étude ont été la contextualisation culturelle, la perspective de genre, la participation communautaire, l'approche holistique et la durabilité. Nous avons également pris en compte les critères standards permettant de définir une action d'urgence, envisagé l'impact à long terme de la mobilité, donné une attention particulière aux défis potentiels et adapté nos méthodes de collecte de données à la diversité linguistique de la région.

Cadre normatif international (voir annexe)

Le Sénégal a ratifié plusieurs instruments juridiques internationaux et régionaux visant à protéger les droits des enfants et des jeunes en situation de mobilité, tels que la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (CDE) et les conventions de l'OIT sur le travail des enfants.

Au niveau régional, le Sénégal adhère à des cadres comme la Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant et les protocoles de la CEDEAO sur la libre circulation et la lutte contre la traite des enfants. Sur le plan national, la Constitution de 2001 et diverses lois encadrent la protection des enfants, complétées par la Stratégie Nationale de Protection de l'Enfant (SNPE) et les structures locales de protection. Ces initiatives illustrent l'engagement du Sénégal à promouvoir les droits des enfants malgré les défis

Acteurs de l'étude

Cette étude identifie quatre groupes principaux engagés dans les actions en faveur des Enfants et Jeunes en Mobilité (EJM) : les EJM eux-mêmes, les communautés, les acteurs de la protection des droits de l'enfant en contact avec les EJM, et les responsables de programmes gouvernementaux et de partenariats. Cette identification a permis de diversifier les options pour identifier les défis de protection liés à la mobilité et leur impact psychosocial sur les EJM ; mettre en lumière les stratégies d'adaptation mises en place par les enfants et les communautés dans lesquelles ils vivent ; et répertorier les acteurs impliqués dans l'accompagnement des EJM.

Les secteurs clés, les groupes cibles, les interventions des acteurs et les meilleures pratiques pour renforcer les capacités techniques des intervenants ont été identifiés. En outre, une analyse des efforts de renforcement des capacités des organisations de la société civile (OSC) a été réalisée, en se concentrant sur les défis rencontrés afin de formuler des recommandations pour améliorer les approches de plaidoyer. Un comité de pilotage, composé du Ministère de la Famille et des Solidarités, du Ministère de la Santé et de l'Action Sociale, du Ministère de la Justice, ainsi que de membres du JOFA, d'Enda et de l'UNICEF, a facilité cette démarche en assurant la coordination et l'implication active des parties prenantes. Grâce à ce processus inclusif et collaboratif, la mobilisation des points focaux des CDPE, AEMO, SRAS, SDAS, SRF, SDF, et d'autres centres d'accueil a permis de collecter des données dans les dix départements concernés.

Modalités Pratiques de Déroulement de l'Étude

Une approche holistique a été adoptée, prenant en compte une variété de facteurs critiques impactant les enfants à différents niveaux, au lieu de se concentrer uniquement sur des catégories spécifiques. La formation des enquêteurs sur la méthodologie CCBCP mapping de ChildFund et sur la politique de protection et de sauvegarde des enfants et de jeunes de ChildFund a été utile pour garantir des normes élevées de collecte de données et de protection des participants.

Avant la collecte de données, une revue de la littérature a été réalisée, suivie de rencontres avec des informateurs clés et d'une étude des recherches récentes sur les enfants et jeunes en mobilité (EJM).

La collecte de données a équilibré les cibles et les témoins, chaque groupe représentant

50 % des participants. Les enfants témoins ont permis d'identifier les variables spécifiques à la mobilité et celles influencées par d'autres déterminants. Des entretiens ont ensuite été menés avec des informateurs clés et des structures stratégiques et opérationnelles. La collecte de données s'est faite via la plateforme Kobo, avec une analyse statistique utilisant le logiciel SPSS, incluant des tests du khi-carré, des analyses de variance (ANOVA), des régressions et des analyses factorielles.

L'échantillon du questionnaire semi directif a inclus 524 enfants et jeunes, répartis de manière équilibrée entre différentes régions du pays et respectant un équilibre entre cibles et témoins. Une participation diversifiée a également été assurée lors des activités de profil communautaire et des focus groups. Au total 1 004 enfants et jeunes, 170 acteurs communautaires et 35 institutions stratégiques ont participé avec les 10 chercheurs à cette étude.

Difficultés Rencontrées

Malgré divers défis méthodologiques et logistiques, l'étude a réussi à recueillir des données significatives sur la mobilité des enfants et des jeunes travailleurs au Sénégal. Parmi les obstacles rencontrés :

- **À Kolda**, la géographie complexe et les infrastructures limitées ont rendu l'accès à certaines zones difficile, nécessitant des efforts pour établir des relations de confiance.
- **À Dakar**, l'absence d'un point focal crucial a entraîné un retard d'un mois dans le calendrier de collecte de données.
- **À Kédougou**, certaines cibles ont exprimé des attentes de rémunération pour leur participation, nécessitant des explications pour clarifier ces attentes.
- **À Kaffrine**, la dispersion géographique et les contraintes culturelles, comme le Ramadan, ont limité les interactions avec la communauté, obligeant à adapter l'approche.
- **À Ziguinchor**, des obstacles logistiques et linguistiques ont été rencontrés, notamment dans le quartier de Lydiane avec la communauté bissau-guinéenne. L'intervention des autorités locales a facilité les activités après une période d'attente pour planifier les rencontres.

Cette étude identifie quatre groupes principaux engagés dans les actions en faveur des Enfants et Jeunes en Mobilité (EJM) : les EJM eux-mêmes, les communautés, les acteurs de la protection des droits de l'enfant en contact avec les EJM, et les responsables de programmes gouvernementaux et de partenariats.

Cette identification a permis de diversifier les options pour identifier les défis de protection liés à la mobilité et leur impact psychosocial sur les EJM ; mettre en lumière les stratégies d'adaptation mises en place par les enfants et les communautés dans lesquelles ils vivent ; et répertorier les acteurs impliqués dans l'accompagnement des EJM.

Les secteurs clés, les groupes cibles, les interventions des acteurs et les meilleures pratiques pour renforcer les capacités techniques des intervenants ont été identifiés.

IV. Profil des Enfants et Jeunes en Mobilité

L'analyse des raisons de la mobilité des enfants et jeunes en mobilité (EJM), ainsi que des facteurs de résilience et de vulnérabilité, suivra cette section. Comme précisé dans la méthodologie, l'échantillon se divise en deux groupes : d'un côté, la moitié des EJM en déplacement et, de l'autre, le groupe témoin qui ne l'est pas. Cette répartition permet d'identifier clairement les variables spécifiques à la mobilité et celles influencées par d'autres déterminants. L'accent est mis sur l'identification des besoins des EJM, qui pourront être adressés par des programmes de protection adaptés.

Profil Migratoire au Sénégal

Avant de présenter les caractéristiques de l'échantillon, il est pertinent de rappeler certaines données de l'Agence nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD)¹² sur la migration, qui témoignent de la diversité des flux migratoires au Sénégal. En 2019, un solde migratoire positif de 102 472 personnes a été enregistré. La majorité des mouvements migratoires concerne les Sénégalais, motivés principalement par des visites familiales, des retours de résidents, et des raisons touristiques.

Concernant les retournés, au second semestre de 2018, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) a assisté le retour de 1 034 migrants au Sénégal. Parmi eux, seulement 5 % étaient des femmes. Et les jeunes de moins de 18 ans représentaient une minorité (2 %). La majorité concerne donc des hommes, jeunes adultes âgés surtout de 18 à 26 ans (51 %), 27 et 35 ans (32 %), et 36 et 44 ans (8 %). Les retours étaient majoritairement issus d'Afrique de l'Ouest et du Nord, principalement de la CEDEAO et de la Mauritanie (45 %), ainsi que d'autres pays africains comme la Libye et le Maroc (51%). Seuls 4 % des retours provenaient de pays européens.

Présentation de l'échantillon total

Pour mener cette étude, 524 enfants et jeunes ont été interviewés à travers des entretiens semi-directifs. Parmi eux, 244 enfants et jeunes en mobilité (EJM) et 280 enfants témoins ont été ciblés. Les enquêtes se sont déroulées dans dix départements du Sénégal :

- Dakar (103 participants)
- Kaffrine (118)
- Kédougou (103)
- Kolda (100)
- Ziguinchor (100)

La répartition par genre parmi les participants indique une légère majorité masculine, avec 233 filles et 287 garçons, soit 54,8 % des garçons dans l'échantillon. Les résultats de cette recherche offriront des éclairages importants sur les besoins spécifiques à considérer dans le développement de programmes de protection et d'assistance.

Tableau 1: Ciblage par âge et Région

Région	Tranche d'âge	Taille de l'échantillon de témoins	% par région	CYM Taille de l'échantillon	% par région	Total de la taille de l'échantillon	% par région
Dakar	5-9 ans	1	1.7%	0	0.0%	1	1.0%
	10-14 ans	19	31.7%	10	23.3%	29	28.2%
	15-17 ans	23	38.3%	14	32.6%	37	35.9%
	18-23 ans	17	28.3%	19	44.2%	36	35.0%
Kaffrine	5-9 ans	5	13.5%	14	21.5%	19	18.6%
	10-14 ans	10	27.0%	22	33.8%	32	31.4%
	15-17 ans	10	27.0%	20	30.8%	30	29.4%
	18-23 ans	12	32.4%	9	13.8%	21	20.6%
Kedougou	5-9 ans	5	15.2%	0	0.0%	5	4.3%
	10-14 ans	0	0.0%	13	15.5%	13	11.1%
	15-17 ans	13	39.4%	15	17.9%	28	23.9%
	18-23 ans	15	45.5%	56	66.7%	71	60.7%
Kolda	5-9 ans	2	3.4%	0	0.0%	2	2.0%
	10-14 ans	11	19.0%	10	24.4%	21	21.2%
	15-17 ans	10	17.2%	12	29.3%	22	22.2%
	18-23 ans	35	60.3%	19	46.3%	54	54.5%
Ziguinchor	5-9 ans	0	0.0%	0	0.0%	0	0.0%
	10-14 ans	2	2.9%	0	0.0%	2	2.0%
	15-17 ans	13	18.6%	2	7.1%	15	15.3%
	18-23 ans	55	78.6%	26	92.9%	81	82.7%
Total	5-9 ans	13	5.0%	14	5.4%	27	5.2%
	10-14 ans	42	16.2%	55	21.1%	97	18.7%
	15-17 ans	69	26.6%	63	24.1%	132	25.4%
	18-23 ans	135	52.1%	129	49.4%	264	50.8%
Total général		259	100%	261	100%	520	100%

Une attention particulière a été accordée au profil des Enfants et des Jeunes en Mobilité (EJM). Les enfants en mobilité, par opposition à ceux qui sont immobiles, forment un groupe diversifié avec des différences significatives en termes d'âge, de nationalité et de répartition des sexes.

15–23 ans:

L'âge de mobilité

La majorité des Enfants et des Jeunes en Mobilité (EJM) sont des adolescents et des jeunes adultes âgés de 15 à 23 ans. Poussée par la pauvreté, les conflits ou la recherche d'opportunités, cette tranche d'âge est en première ligne des migrations à travers les régions.



15–17 ans:

Garçons en Mouvement

La majorité des enfants et des jeunes en Mobilité (EJM) sont des adolescents et des jeunes adultes âgés de 15 à 23 ans. Poussée par la pauvreté, les conflits ou la recherche d'opportunités, cette tranche d'âge est en première ligne des migrations à travers les régions.



18–23 ans:

Filles en Mouvement

La majorité des enfants et des jeunes en mobilité (EJM) sont des adolescents et des jeunes adultes âgés de 15 à 23 ans. Poussé par la pauvreté, les conflits ou la recherche d'opportunités, ce groupe d'âge est en première ligne des migrations à travers les régions.



Répartition par Tranche d'Âge et Sexe

La majorité des EJM se concentre parmi les adolescents et jeunes adultes, principalement âgés de 15 à 23 ans. Cette concentration dans une tranche d'âge spécifique reflète des dynamiques sociales et économiques où les jeunes, souvent en quête d'opportunités économiques ou fuyant des conditions difficiles, sont plus susceptibles de se déplacer.

Il convient cependant de noter que les chercheurs ont suivi une consigne particulière dans la collecte des données, visant à assurer une représentation équilibrée entre filles et garçons. Ainsi, les chiffres présentés ci-dessous peuvent ne pas refléter exactement la réalité démographique, mais offrent néanmoins un aperçu significatif des tendances.

- 15-17 ans : Les garçons représentent une proportion notable (29,8%), suggérant que cet âge est souvent associé à l'entrée dans des activités économiques nécessitant ou favorisant la mobilité.
- 18-23 ans : Les filles sont majoritaires dans cette tranche d'âge (53,1%), ce qui peut indiquer des mobilités liées à des facteurs tels que le mariage, l'éducation, ou la recherche d'opportunités économiques.

Répartition par Genre à Travers les Régions

Les proportions de filles et de garçons parmi les Enfants et Jeunes en Mobilité (EJM) varient significativement d'une région à l'autre.

À Dakar, 40 % des EJM sont des filles, ce qui peut être lié aux opportunités économiques et 20 éducatives plus accessibles en milieu urbain.

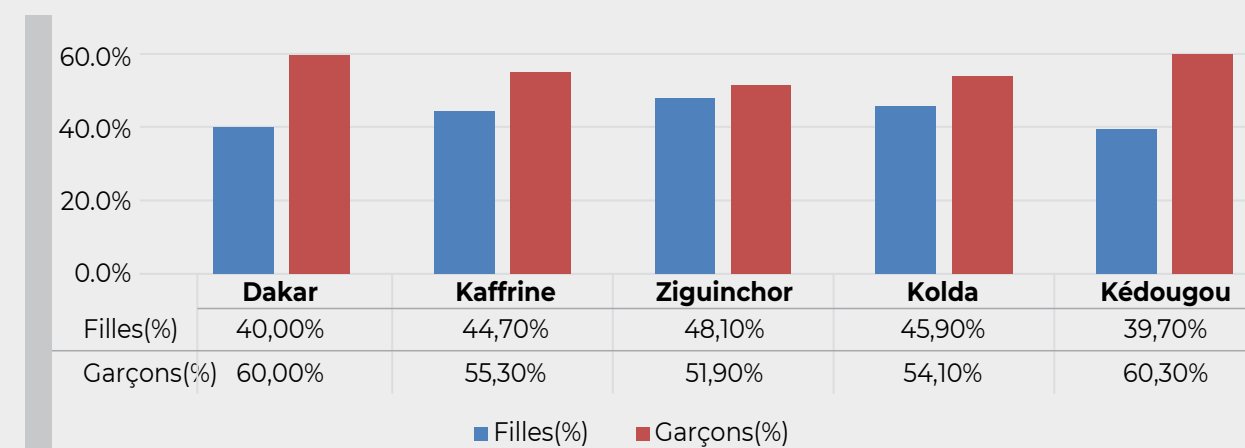
À Kaffrine, les filles représentent 44,7 % des EJM, une proportion notable qui pourrait être influencée par des migrations intrarégionales ou des activités économiques spécifiques à cette région.

À Ziguinchor, les filles constituent 48,1 % des EJM, ce qui indique une forte mobilité féminine, probablement liée à des pratiques culturelles locales.

À Kolda, la proportion est de 45,9 %, suggérant que les filles y ont également un rôle actif dans la mobilité.

Enfin, **à Kédougou,** où les filles représentent 39,7 % des EJM, la domination masculine peut être associée aux activités économiques locales, comme l'agriculture ou les emplois informels, où les hommes sont plus fréquemment impliqués.

Tableau 2: Répartition par genre à travers les régions



Caractéristiques Socioculturelles des Enfants et Jeunes en Mobilité (EJM)

La plupart des Enfants et Jeunes en Mobilité (EJM) au Sénégal sont d'origine sénégalaise, bien qu'un nombre significatif provienne également de pays voisins de la sous-région ouest-africaine, tels que le Nigeria, la Guinée Conakry, le Mali, et la Guinée-Bissau. Ainsi, parmi les jeunes en mobilité, plusieurs groupes ethniques se distinguent, souvent associés à des modes de vie spécifiques et à des mouvements transfrontaliers. Les jeunes d'origine peule, par exemple, sont fréquemment liés à des modes de vie pastoraux qui encouragent la mobilité. D'autres groupes ethniques, comme ceux d'origine wolof et mandingue, sont aussi largement représentés, chacun apportant ses propres traditions et langues dans ce contexte de mobilité.

Langues Parlées et Intégration

La diversité des origines des EJM se traduit par une variété linguistique marquée. Les langues les plus couramment parlées parmi ces jeunes sont le wolof, le peul et le mandingue, en plus du français, qui joue un rôle de langue officielle au Sénégal.

Français : Le français, bien qu'étant la langue officielle, n'est pas la langue maternelle de la plupart des EJM. Ceux ayant eu accès à l'éducation formelle parviennent généralement à le parler, mais pour beaucoup, une maîtrise limitée du français pose des obstacles dans

l'accès à l'éducation, aux services de santé, et aux opportunités économiques.

Wolof : En tant que langue la plus utilisée au Sénégal, le wolof sert souvent de lingua franca dans les interactions quotidiennes. Les EJM qui maîtrisent cette langue sont généralement mieux intégrés, notamment dans les grandes villes comme Dakar ou Ziguinchor.

Peul (Fula) : Cette langue, parlée par une partie importante des jeunes en mobilité, est particulièrement utile dans les régions où les communautés peules sont présentes, comme à Kolda ou dans certaines zones de Tambacounda.

Mandingue : Les jeunes parlant le mandingue, souvent originaires de Guinée ou du Mali, peuvent rencontrer des difficultés à s'intégrer dans les zones où le wolof ou le français prédominent, faute de maîtrise de ces langues locales.

La maîtrise des langues locales est donc importante pour l'intégration des EJM dans les différentes régions du Sénégal. Ceux qui ne maîtrisent pas la langue wolof ou la langue locale dominante peuvent se retrouver marginalisés, surtout dans les zones où ces langues sont dominantes.

Impact Linguistique sur l'Intégration

La diversité linguistique parmi les EJM influence directement leur capacité à s'intégrer dans les communautés locales et à accéder aux services essentiels. Par exemple, un jeune maîtrisant le

wolof aura de meilleures chances de s'intégrer dans les zones urbaines, tandis que dans des régions comme Kolda, la maîtrise du peul peut devenir essentielle pour une intégration réussie. Ceux qui ne parlent ni le wolof, ni le peul, ni le français peuvent être particulièrement vulnérables à l'exclusion sociale.

Pour faciliter l'intégration des EJM, plusieurs mesures pourraient être mises en œuvre, telles que des programmes d'alphabétisation et de formation linguistique, des services publics multilingues, et l'utilisation de médiateurs culturels pour surmonter les barrières linguistiques.

Répartition par Religion

La majorité des EJM sont de confession musulmane, ce qui est cohérent avec la composition religieuse des pays d'origine. Cette homogénéité religieuse peut renforcer les réseaux de soutien social et communautaire, particulièrement dans les contextes de migration ou de mobilité. La religion peut ainsi jouer un rôle central dans l'intégration des jeunes en mobilité, en facilitant leur inclusion au sein des communautés d'accueil partageant les mêmes pratiques religieuses.

Situation Familiale des Parents

La situation familiale des parents des EJM joue un rôle crucial dans la vulnérabilité des jeunes.

La majorité des parents sont mariés (67,2%), mais la présence de parents décédés, notamment à Kédougou et Kolda, accentue la précarité des jeunes dans ces régions. L'absence de parents, ou la perte d'un parent, peut pousser les jeunes à migrer pour chercher des moyens de subsistance ou un soutien social ailleurs, les exposant à des risques supplémentaires.

Lieu de Résidence et Co-Résidence

Les variations dans les lieux de résidence et de Co-résidence des EJM à travers les régions révèlent des adaptations locales aux conditions de vie des jeunes migrants.

À Dakar, par exemple, la majorité des EJM vit avec des familles d'accueil (51,2%), ce qui peut refléter un réseau de soutien bien établi et des traditions d'accueil fortes dans la capitale. Ces dynamiques sont souvent accentuées par les conséquences du changement climatique et les catastrophes naturelles qui exacerbent les déplacements, en particulier pour ceux venant de régions plus vulnérables

À Kaffrine, une proportion significative est logée chez l'employeur (35,9%), ce qui indique que l'intégration des jeunes dans cette région est souvent liée à des arrangements de travail informels.

À Kédougou, la tendance à vivre avec des amis ou colocataires (35,6%) peut être vue comme une stratégie de survie sociale, où les jeunes

s'appuient sur des relations de pairs pour partager les coûts et les ressources. Ce phénomène est également amplifié par les effets des pandémies, comme la COVID-19, qui limitent les opportunités économiques et augmentent la précarité des jeunes.

À Kolda et Ziguinchor, la prédominance de la Co-résidence avec des familles d'accueil (55,6% et 66,7%, respectivement) montre l'importance des réseaux familiaux et communautaires dans ces régions pour soutenir les jeunes en mobilité. Ces dynamiques sont parfois influencées par les conséquences du changement climatique et les crises sécuritaires régionales, qui obligent les familles à ajuster leurs stratégies d'accueil

Occupations des Enfants et Jeunes en Mobilité

Les activités des EJM varient selon le genre et la région, mais elles sont souvent caractérisées par une précarité qui expose les jeunes à des risques élevés d'exploitation et de violence. Les travaux domestiques (22,1 %) et les services commerciaux (14,7 %) sont parmi les occupations les plus courantes, mais aussi les plus vulnérables aux abus. Les pandémies, telles que la COVID-19, ont exacerbé cette précarité en limitant les options économiques disponibles pour ces jeunes. Par exemple, la mendicité (13,8 %) et la prostitution (1,8 %) sont des activités particulièrement dangereuses, exposant les jeunes à des conditions de vie dégradantes et à des violences physiques et psychologiques. Ces activités reflètent non seulement la marginalisation économique des EJM, mais aussi l'absence de protection sociale efficace pour ces jeunes en mobilité.

La prostitution est quelque chose que je ne voulais pas faire, mais quand vous n'avez pas de famille et aucun moyen de survivre, vous devez faire des choix difficiles

~ Jeune fille, Ziguinchor

La prostitution reste l'une des formes les plus cachées et les plus sensibles du travail des jeunes. Si seulement 3,3% des filles de Ziguinchor déclarent s'y adonner, le nombre réel est probablement plus élevé. La stigmatisation culturelle et la peur du jugement font que beaucoup se taisent, mais derrière ces chiffres se cachent des histoires de survie, de désespoir et de pressions socio-économiques profondes.



Les filles dans l'agriculture (Kolda & Ziguinchor)

28% des filles à Kolda et 25% à Ziguinchor travaillent dans l'agriculture. « Beaucoup de jeunes à Ziguinchor commencent leur journée avant le lever du soleil, aidant leur famille dans l'agriculture ou l'élevage. - Membre de la communauté



Garçons dans les mines (Kédougou)

17% des garçons de Kédougou travaillent dans les mines, un travail physiquement exigeant qui reflète les choix économiques difficiles auxquels sont confrontés les jeunes ruraux.



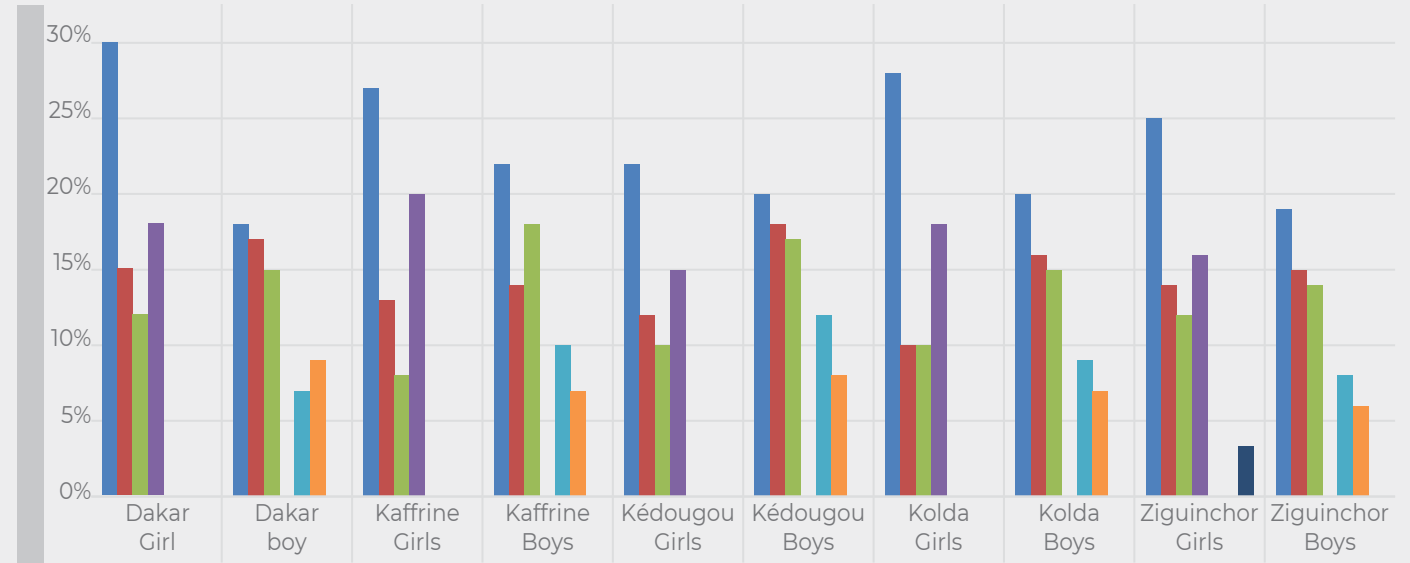
Les filles travaillant comme domestique (Dakar & Kolda)

30% des filles à Dakar et 28% à Kolda sont employées comme domestiques, ce qui met en évidence la nature sexuée du travail urbain.

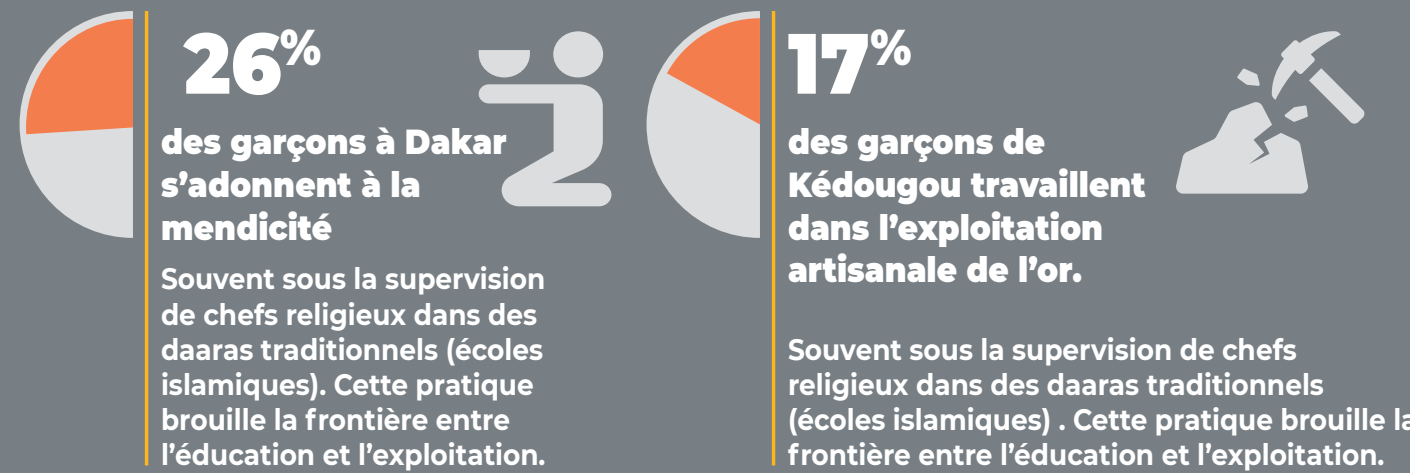
La majorité des EJM sont musulmans, conformément à la composition religieuse de leur pays d'origine. Cette homogénéité religieuse peut renforcer les réseaux de soutien social et communautaire, en particulier dans les contextes de migration ou de mobilité.

La religion peut donc jouer un rôle central dans l'intégration des jeunes mobiles, en facilitant leur inclusion dans des communautés d'accueil qui partagent les mêmes pratiques religieuses.

Tableau 3: Répartition par Type d'Occupation et Genre



	Dakar Filles	Dakar Garçons	Kaffrine Filles	Kaffrine Garçons	Kédougou Filles	Kédougou Garçons	Kolda Filles	Kolda Garçons	Ziguinchor Filles	Ziguinchor Garçons
Travaux Domestiques	30%	18%	27%	22%	22%	20%	28%	20%	25%	19%
Services Commerciaux	15%	17%	13%	14%	12%	18%	10%	16%	14%	15%
Mendicité	12%	15%	8%	18%	10%	17%	10%	15%	12%	14%
Études ou Formation	18%	0%	20%	0%	15%	0%	18%	0%	16%	0%
Mines	0%	7%	0%	10%	0%	12%	0%	9%	0%	8%
Apprentissage de Métier	0%	9%	0%	7%	0%	8%	0%	7%	0%	6%
Prostitution	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	3,30%	0%
Total	75%	66%	68%	71%	59%	75%	66%	67%	70%	62%



Analyse des occupations des CYM

Les analyses révèlent que les Enfants et Jeunes en Mobilité (EJM) présentent des profils variés, influencés par leur occupation, leur lieu de résidence, et la situation familiale. Ces facteurs déterminent leur degré de vulnérabilité et les défis auxquels ils sont confrontés. Les travaux domestiques et la mendicité se classent parmi les occupations les plus courantes, exposant les jeunes à des risques élevés d'exploitation et d'abus. Les garçons s'engagent souvent dans des activités à risque, telles que le travail dans les mines et la construction, tandis que les filles sont particulièrement vulnérables à des abus domestiques et à l'exploitation dans les secteurs commerciaux.

Cette diversité de profils souligne l'importance d'une réponse adaptée et ciblée pour soutenir les EJM. Les prochaines sections de ce rapport aborderont les stratégies de soutien nécessaires et mettront en avant des recommandations pratiques visant à améliorer la situation de ces jeunes. En particulier, il sera primordial d'investir dans des initiatives de protection sociale et d'accès à l'éducation, tout en renforçant les réseaux communautaires et les structures d'accueil afin de favoriser l'intégration et le bien-être des EJM dans les différentes régions du Sénégal.

V. Dynamiques de mobilité et trajectoires des EJM

Origines et facteurs d'influence

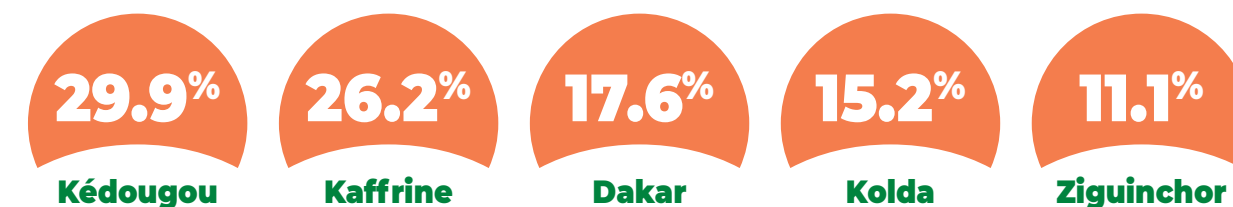
Les Enfants et Jeunes en Mobilité (EJM) au Sénégal proviennent de divers pays de la région ouest-africaine, avec une majorité notable de jeunes d'origine sénégalaise (67,6 %). Chaque groupe national présente des caractéristiques spécifiques qui influencent leur parcours de mobilité.

Les jeunes sénégalais, représentant 67,6 % des EJM, sont principalement concernés par des migrations internes, motivées par la recherche d'opportunités économiques dans d'autres régions du pays ou à l'étranger. Les disparités économiques entre les différentes régions du Sénégal influent sur la décision de mobilité, les poussant à se déplacer vers des zones perçues comme offrant de meilleures perspectives.

Les jeunes originaires de la Guinée Conakry (6,9 %) et du Mali (6,9 %) partagent des liens migratoires historiques avec le Sénégal. Ces relations anciennes facilitent leur mobilité régionale, leur permettant de s'appuyer sur des réseaux établis pour traverser les frontières et s'intégrer dans les communautés sénégalaises. Ces réseaux, souvent familiaux ou communautaires, jouent un rôle de soutien essentiel dans leur parcours migratoire. Les jeunes nigériens (9,5 %) se distinguent par une forte tendance à migrer vers des centres urbains ou vers des pays où les opportunités économiques sont perçues comme meilleures. Ce groupe est souvent motivé par le désir d'échapper à des conditions socio-économiques difficiles dans leur pays d'origine, cherchant à améliorer leur situation en rejoignant des zones plus prospères.

Lieux de Transit et Répartition Géographique

À l'intérieur du Sénégal, les régions étudiées jouent un rôle crucial en tant que points de départ et de transit pour les EJM. Les pourcentages suivants illustrent la répartition des EJM dans ces zones spécifiques, chacune offrant des opportunités distinctes pour l'intégration temporaire, le développement de réseaux de soutien, la recherche d'emploi ou la poursuite de l'éducation. Les régions sélectionnées pour l'étude en raison de leur position stratégique et de leur rôle dans le parcours des jeunes en mobilité sont :



Dans la région de Dakar, qui a récemment été marquée par de fortes tensions sécuritaires, environ 40% des EJM rencontrés ont séjourné dans la capitale pendant 6 à 8 mois. Dakar, un centre urbain majeur, a attiré des EJM principalement à la recherche d'opportunités économiques ou fuyant l'insécurité. Parmi eux, une adolescente de 16 ans originaire de Tambacounda, qui a passé 7 mois à Dakar. Elle a quitté sa région natale à cause des difficultés économiques pour travailler comme aide-ménagère dans un quartier périphérique de la ville.

Dans la région de Ziguinchor, située dans le sud du Sénégal, 25% des EJM ont passé entre 4 et 6 mois dans cette localité, principalement pour échapper aux violences liées au conflit séparatiste. Ziguinchor, en tant qu'épicentre de ce conflit, voit souvent passer des jeunes en quête de refuge ou tentant de rejoindre d'autres localités plus sûres. Par exemple, un jeune de 17 ans, a quitté son village proche de la frontière avec la Guinée-Bissau pour Ziguinchor, où il est resté 5 mois avant de se déplacer vers un autre village plus au nord.

Dans les zones rurales de Kolda, également dans le sud, 15% des EJM ont été recensés. Ces jeunes ont souvent transité par ces zones en cherchant un passage vers les villes ou en fuyant les violences.

Dans les régions orientales de Tambacounda, 20% des EJM ont passé entre 2 et 4 mois. Tambacounda, avec ses zones frontalières, est souvent un point de transit pour ceux qui cherchent à rejoindre le Mali ou d'autres régions à l'intérieur du Sénégal.

Destinations Envisagées : Aspirations et Projections

Les destinations envisagées par les EJM après leur transit révèlent beaucoup sur leurs aspirations et les facteurs qui influencent leurs décisions.

Un tiers des EJM (32,5 %) expriment le souhait de s'intégrer localement. Cette option peut être motivée par un fort ancrage social ou familial, ou par la satisfaction des opportunités trouvées sur place. Ces jeunes peuvent percevoir leur région actuelle comme offrant suffisamment de sécurité ou de potentiel pour justifier leur décision de s'y établir durablement.

Certains jeunes (27,3 %) envisagent de poursuivre leur mobilité à l'intérieur du pays, attirés par les perspectives économiques ou éducatives disponibles dans d'autres régions. Cette migration interne est souvent un moyen de contourner les obstacles locaux en cherchant des conditions de vie plus favorables ailleurs au Sénégal.

Un quart des EJM (25,4 %) projettent de continuer leur parcours en dehors du Sénégal, souvent motivés par la recherche de nouvelles opportunités économiques ou éducatives dans les pays voisins. Cette tendance reflète une

dynamique régionale où les frontières sont relativement perméables et où les jeunes cherchent à tirer parti des avantages offerts par les pays limitrophes.

Une proportion significative de jeunes (14,8 %) rêve de migrer vers l'Europe, attirés par les perspectives de meilleures conditions de vie et de travail. Toutefois, ce projet est souvent entravé par des défis juridiques et financiers, rendant ce rêve difficilement accessible malgré son attrait. L'Europe est perçue comme un rêve, mais l'accès y est restrictif, ce qui souligne les risques que prennent ces jeunes pour tenter leur chance.

La décision du voyage

Les décisions de mobilité des Enfants et Jeunes en Mobilité (EJM) au Sénégal sont fortement influencées par leur région d'origine, leur genre, et leur âge. Ces facteurs contribuent à déterminer qui prend l'initiative de migrer et pourquoi.

Les jeunes originaires de certaines régions du Sénégal sont plus enclins à prendre eux-mêmes la décision de partir. Dans des régions comme Kaffrine (62,5 %) et Kédougou (61,6 %), où les jeunes sont souvent plus autonomes, la décision de migrer peut-être liée à des traditions locales valorisant l'indépendance, ou à des contextes économiques qui poussent les jeunes à chercher des opportunités ailleurs. En revanche, dans des régions comme Dakar, les jeunes semblent plus influencés par des pressions sociales ou des circonstances extérieures (97,3 %), ce qui réduit leur autonomie dans la prise de décision.

L'âge des jeunes influence également leur autonomie dans la prise de décision. Les plus jeunes, notamment les enfants de 5-9 ans, dépendent largement des adultes pour leur mobilité, n'ayant pas encore acquis la capacité ou la confiance nécessaires pour décider par eux-mêmes. Les adolescents de 15-17 ans (69,5 %) et les jeunes adultes de 18-23 ans (68,4 %) montrent une plus grande autonomie. Ils sont souvent motivés par des aspirations à l'indépendance, à poursuivre leurs études ou à améliorer leurs conditions de vie. Cette capacité à prendre des décisions indépendantes augmente avec l'âge et l'expérience.

Les réseaux de support au voyage

Les réseaux jouent un rôle fondamental dans la mobilité des Enfants et Jeunes en Mobilité (EJM). Ces réseaux, qu'ils soient familiaux, communautaires ou amicaux, influencent les décisions de départ, les itinéraires choisis et l'intégration des jeunes dans leurs lieux de transit ou de destination. Les réseaux fournissent non seulement des informations et un soutien logistique mais aussi une assurance morale qui incite les jeunes à partir et les aide à naviguer dans des environnements parfois hostiles.

Les jeunes sont souvent encouragés à migrer par des membres de leur réseau qui ont déjà effectué le même parcours. Les informations sur les opportunités économiques et les conditions de vie dans les destinations potentielles sont cruciales pour ces décisions.

Les itinéraires sont souvent dictés par les expériences antérieures des membres du réseau. Cela inclut le choix des routes, des points de transit, et des stratégies pour éviter les risques associés à la migration.

À leur arrivée dans les zones de transit ou de destination, les jeunes utilisent leurs réseaux pour accéder à des logements temporaires, trouver des emplois ou poursuivre leur éducation.

Les réseaux offrent un soutien crucial face aux risques, qu'il s'agisse de fournir une aide en cas de problème juridique ou d'éviter des situations d'exploitation.

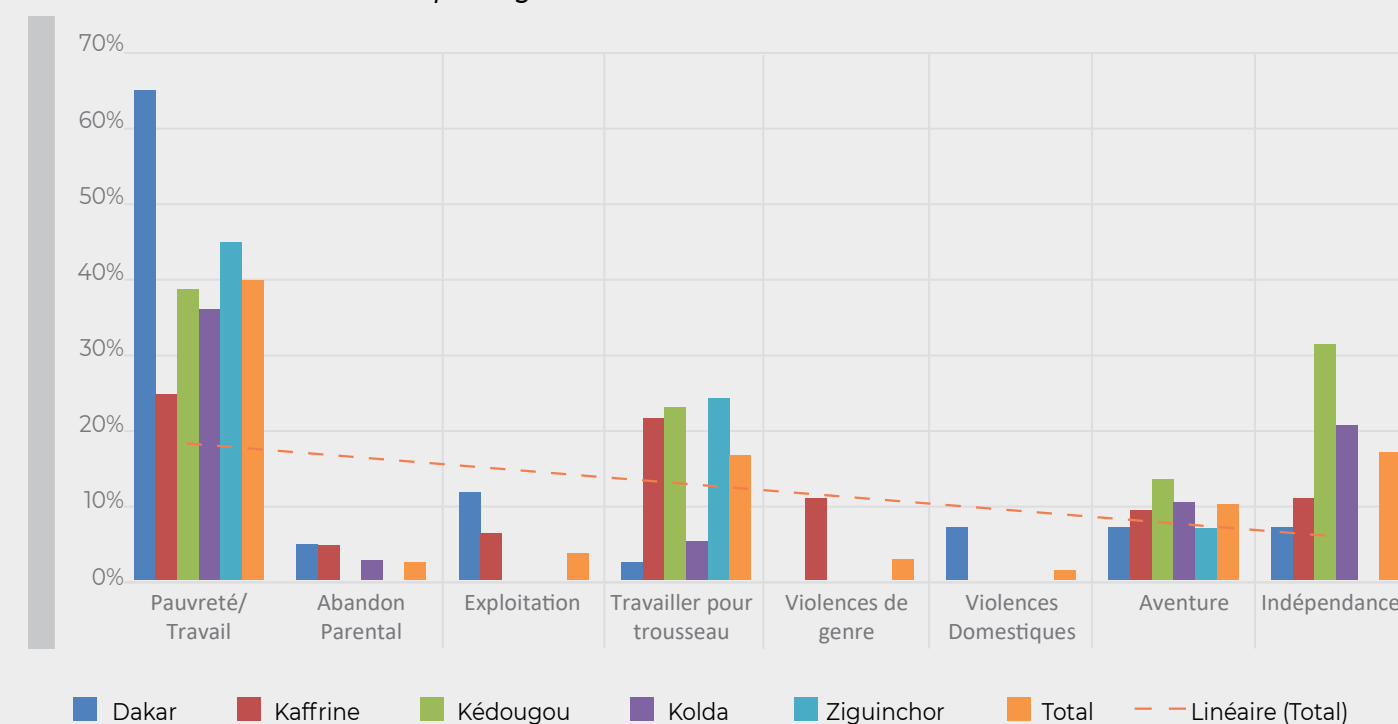
L'âge des jeunes influence également leur autonomie dans la prise de décision. Les plus jeunes, notamment les enfants de 5-9 ans, dépendent largement des adultes pour leur mobilité, n'ayant pas encore acquis la capacité ou la confiance nécessaires pour décider par eux-mêmes. Les adolescents de 15-17 ans (69,5 %) et les jeunes adultes de 18-23 ans (68,4 %) montrent une plus grande autonomie.

V. Motivations de Mobilité des Enfants et des Jeunes

De nombreuses raisons poussent les Enfants et Jeunes en Mobilité (EJM) à entreprendre leur voyage, reflétant souvent une combinaison de facteurs socio-économiques, familiaux et personnels :

- **Pauvreté et besoin de travailler (39,8%)** : La principale motivation est liée à la pauvreté, incitant les jeunes à chercher de meilleures perspectives économiques ailleurs.
- **Travailler pour constituer un trousseau (16,6%)** : Cette pratique culturelle, souvent en vue du mariage, est une raison significative dans certaines régions.
- **Indépendance personnelle (17%)** : Une proportion importante des jeunes adultes part en quête d'autonomie.
- **Violences de genre (2,7%) et violences domestiques (1,2%)** : Ces formes de violences poussent certains jeunes à quitter un environnement dangereux.
- **Recherche d'aventure (10%)** : Un facteur motivant, surtout chez les garçons, qui quittent leur foyer pour explorer de nouvelles expériences.
- **Abandon parental (2,3%)** : Bien que moins fréquent, ce facteur tragique conduit certains jeunes à se débrouiller seuls.
- **Raisons non divulguées (43,6%)** : Une proportion importante des jeunes ne partage pas les raisons précises de leur mobilité, probablement en raison de tabous culturels ou d'expériences traumatisantes.

Tableau 5: Raisons de la Mobilité par Région

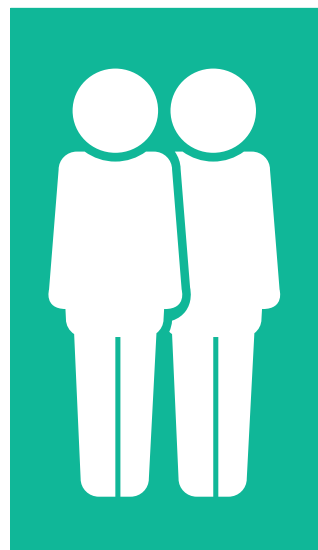


Différences de Motivation Selon le Genre

Le genre joue un rôle dans la manière dont les jeunes abordent leur mobilité.

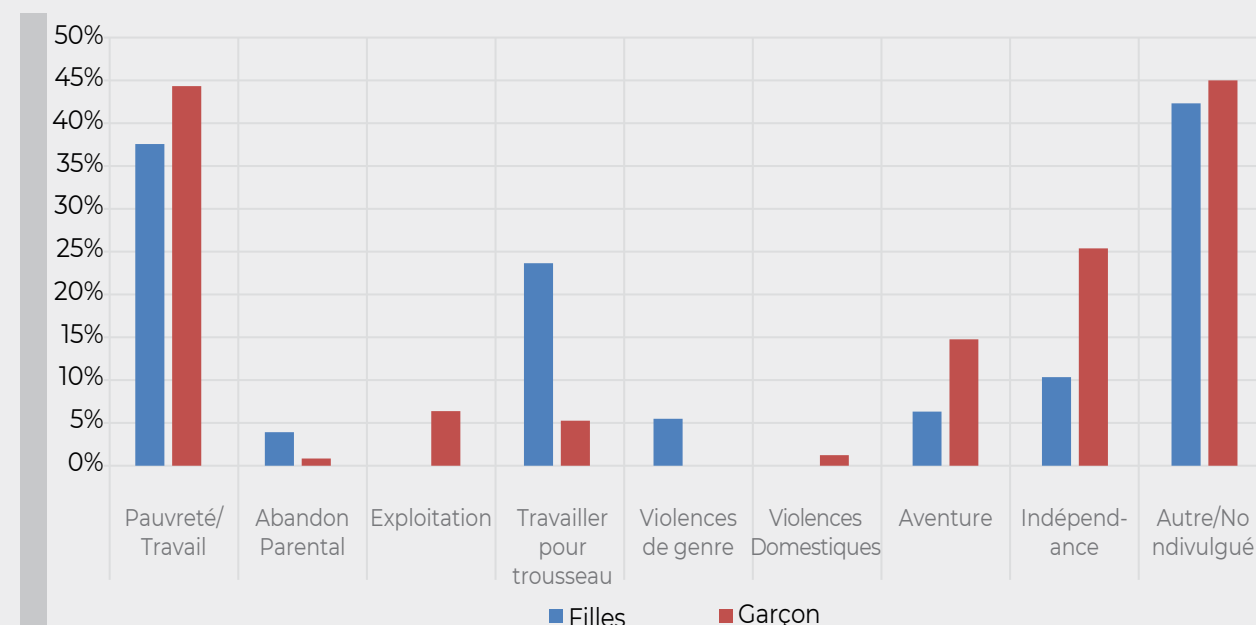


Filles : Les filles, par exemple, sont parfois poussées à migrer pour échapper à des situations de vulnérabilité, telles que les violences liées au genre, les catastrophes environnementales ou les crises sanitaires. Ainsi, 65,6 % des filles ont déclaré que leur voyage était leur propre choix, ce qui montre une autonomie relative dans leurs décisions de mobilité. Cela pourrait être lié à des facteurs comme la recherche d'indépendance ou l'évasion de situations de vulnérabilité spécifiques au genre, comme des pressions familiales ou des violences liées au genre.



Garçons : Un pourcentage légèrement inférieur de garçons (62,6 %) a déclaré que leur voyage était volontaire. Les garçons, migrent fréquemment pour des raisons économiques, souvent motivés par la nécessité de subvenir aux besoins de leur famille ou d'améliorer leur situation personnelle, particulièrement dans des contextes marqués par la pauvreté et l'impact des changements climatiques. Ces tendances laissent penser que les garçons, bien qu'autonomes, sont également soumis à des pressions ou des attentes sociales différentes, aggravées par l'instabilité politique ou les crises économiques.

Tableau 6: Raisons de la Mobilité par Sexe



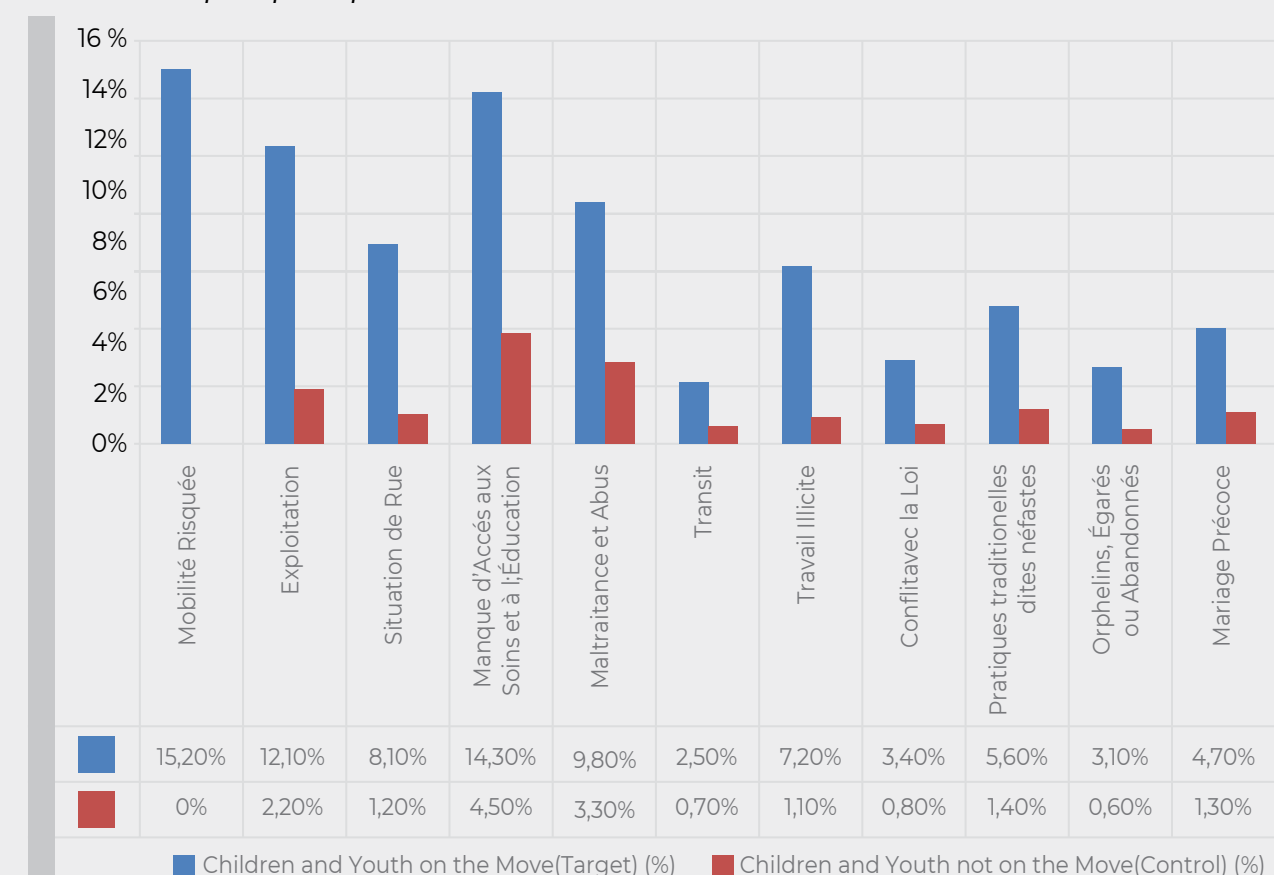
VI. Défis Majeurs des EJM au Sénégal : Risques, Vulnérabilités et Facteurs Déterminants

Les Enfants et Jeunes en Mobilité (EJM) au Sénégal sont confrontés à des défis graves, notamment une exposition accrue à des risques variés. Dans ce contexte, "risques" fait référence aux dangers concrets comme l'exploitation, le travail illicite, ou le manque d'accès à l'éducation, qui menacent leur bien-être et leur développement. "Vulnérabilités" décrit les situations ou caractéristiques personnelles, telles que le jeune âge ou l'isolement, qui augmentent la probabilité que ces enfants soient affectés par ces dangers. Enfin, les "facteurs déterminants" sont les éléments spécifiques, tels que la région, le genre, l'âge et le type d'occupation qui influencent l'intensité et la nature des risques auxquels ces jeunes sont exposés.

Principaux risques rencontrés

Les enfants et jeunes en mobilité sont confrontés à des risques distincts par rapport à ceux qui ne le sont pas. Le tableau ci-dessous compare ces risques.

Tableau 7: Risques spécifiques aux EJM



Les EJM sont confrontés à une série de risques exacerbés par leur situation de déplacement, qu'il s'agisse de migration interne ou transfrontalière. Leur voyage, lorsqu'il est volontaire, est souvent motivé par la recherche de meilleures conditions de vie ou par la fuite de situations de crise, les expose à des environnements où les mécanismes de protection sont absents ou insuffisants.

Cette exposition les rend particulièrement vulnérables à l'exploitation économique, sexuelle, et aux pratiques traditionnelles néfastes.

La mobilité précoce, fréquente chez les EJM, est souvent déclenchée par des facteurs économiques, tels que la pauvreté ou la recherche de travail, ainsi que par des crises familiales ou des conflits. Ce type de mobilité s'accompagne de risques considérables, car les enfants et jeunes en mobilité sont souvent isolés, sans soutien familial ou communautaire. Cette absence de soutien les expose à des environnements où ils peuvent être exploités par des employeurs sans scrupules, recrutés dans des réseaux criminels, ou abusés sexuellement. La mobilité risquée concerne ces enfants, parti de façon précoce et exposés à des risques auxquels ils sont difficilement préparés à faire face.

Les enfants et jeunes en mobilité sont également plus susceptibles de vivre dans la rue, un environnement qui, bien que parfois perçu comme offrant une certaine liberté, est en réalité extrêmement dangereux. La vie dans la rue expose les EJM à la violence, aux abus, à la consommation de drogues, et à un risque accru de conflit avec la loi. Leur statut d'errants rend également difficile l'accès aux services sociaux et de santé, exacerbant ainsi leur marginalisation et les risques majeurs rencontrés par les EJM peuvent être décrits comme suit :

Tableau 8: Tableau des Risques et Défis des EJM

Principaux dangers rencontrés	Description	Pourcentage d'EJM ayant vécu la situation
Mobilité risquée	Les EJM se déplacent sans protection adéquate et souvent fréquemment, ce qui les expose à des dangers parfois comme les accidents, les risques physiques ou psychosociaux potentiellement fatals	17,6%
Exploitation	Les EJM sont à risque ou victimes d'exploitation économique ou sexuelle, incluant le travail forcé, le trafic humain et d'autres formes d'abus.	62,5%
Situation de Rue	Les jeunes vivant dans la rue sont exposés aux intempéries, à la violence et à la précarité.	3,3%
Manque d'Accès aux Soins et à l'Éducation	Les EJM sont privés d'accès aux services de base tels que les soins de santé et l'éducation, limitant ainsi leurs opportunités de développement.	2,9%
Maltraitance et Abus	Les EJM sont victimes de maltraitance ou d'abus physiques, émotionnels ou sexuels.	2,5%
Transit	Les EJM sont en transit constant, ce qui rend leur situation encore plus précaire et incertaine.	7%
Travail Illicite	Les EJM sont impliqués dans des activités de travail illicite, souvent pour subvenir à leurs besoins immédiats.	0,4%
Conflit avec la Loi	Les EJM se retrouvent en conflit avec la loi, généralement en raison de la nécessité de survivre par des moyens illégaux.	0,4%
Pratiques Traditionnelles dites néfastes	Ces pratiques incluent des rites et coutumes pouvant porter atteinte aux droits et au bien-être des enfants, comme l'excision et les scarifications rituelles.	3,3%
Orphelins, Égarés ou Abandonnés	Les EJM qui sont orphelins, égarés ou abandonnés sont particulièrement vulnérables.	1,2%
Mariage Précoce	Les EJM sont exposés à des mariages précoces, compromettant leur éducation et leur développement personnel.	4,1%

Risques selon la région d'origine

Les risques associés à la mobilité des EJM varient selon les régions, chacune présentant des défis uniques qui affectent les jeunes différemment.

- **À Dakar**, les enfants et jeunes en mobilité font face à une multitude de défis. Un enfant a confié : "Nous vivons constamment dans la peur et l'incertitude." La mobilité risquée et le risque d'exploitation touchent chacun 27,9% des EJM, tandis que 16,3% sont privés d'accès aux soins et à l'éducation. De plus, les crises sécuritaires et les tensions politiques rendent cet environnement encore plus dangereux.
- **En Kaffrine**, les risques sont divers et préoccupants. "Je dois travailler pour aider ma famille, mais je veux aussi aller à l'école," explique un jeune garçon. Ici, 26,2% des EJM sont à risque ou victimes d'exploitation, et un nombre équivalent est privé d'accès aux soins et à l'éducation. L'impact des catastrophes naturelles, telles que les sécheresses et les inondations, aggrave ces conditions, augmentant la précarité des jeunes.
- **À Kédougou**, la situation est alarmante avec 29,9% des EJM en situation de migration dangereuse. Un enfant a témoigné : "Nous devons souvent déménager pour survivre." En outre, 29,9% sont à risque ou victimes d'exploitation, et 7,8% subissent des pratiques traditionnelles néfastes. Les phénomènes climatiques extrêmes, liés aux changements climatiques, contraignent ces jeunes à migrer plus souvent, augmentant ainsi leur vulnérabilité.
- **À Kolda**, les enfants et jeunes en mobilité sont particulièrement vulnérables. "Je veux juste aller à l'école comme les autres enfants," a partagé une fille de 10 ans. De nombreux EJM (15,2%) sont en situation de mobilité risquée et à risque d'exploitation, avec 8,1% privés d'accès aux soins et à l'éducation. La pandémie de COVID-19 a également restreint l'accès aux services essentiels, exacerbant les difficultés de ces jeunes.
- **Ziguinchor** présente des défis uniques pour les enfants et jeunes en mobilité. "Nous manquons souvent de nourriture et de soins," dit un enfant. Ainsi, 11,1% des EJM sont en situation de mobilité risquée et à risque d'exploitation, tandis que 2,9% subissent les conséquences de la crise en Casamance, qui alourdit les conditions de vie déjà difficiles en raison des conflits dans la région.

.Tableau 9: Répartition des Risques par Région

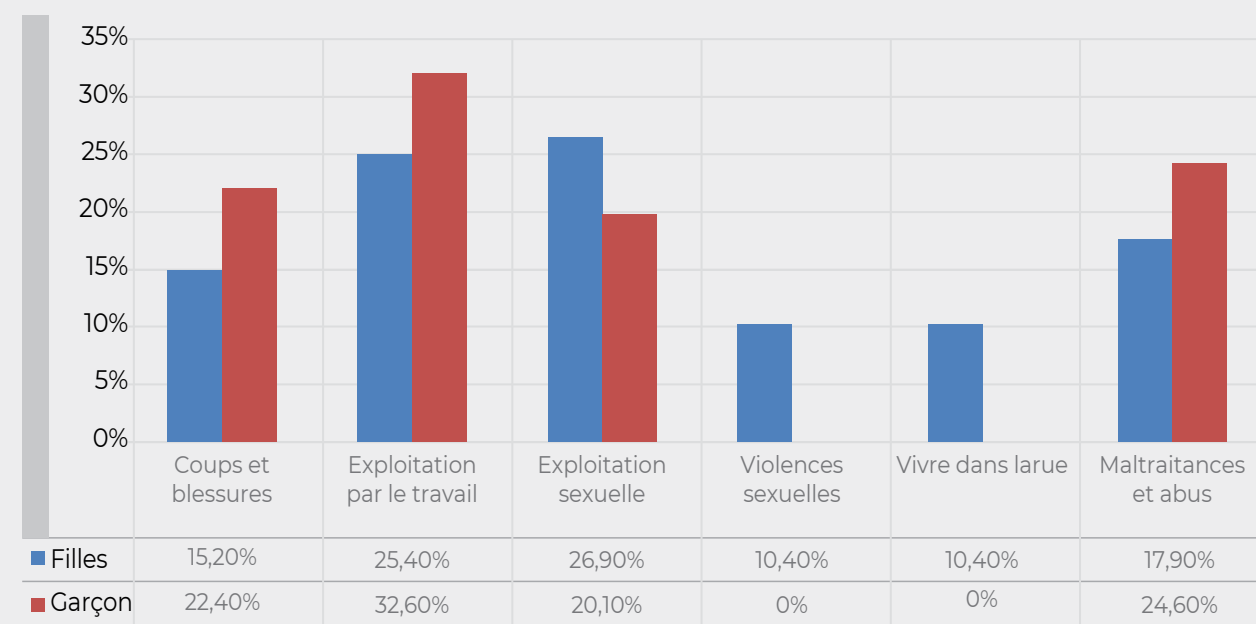
Région/ Principaux dangers rencontrés	Mobilité risquée (%)	Exploitation (%)	Situation de rue (%)	Privation d'accès aux soins et à l'éducation (%)	Maltraitance ou abus (%)	Transit (%)	Travail illicite (%)	Conflit avec la loi (%)	Pratiques traditionnelles néfastes (%)	Orphelin, égaré ou abandonné (%)	Mariage précoce (%)
Dakar	27.9	27.9	0.0	16.3	2.3	0.0	0.0	0.0	2.3	0.0	4.7
Kaffrine	26.2	26.2	0.0	26.2	1.2	0.0	0.0	0.0	1.6	0.4	7.4
Kedougou	29.9	29.9	0.0	0.0	2.9	0.0	0.0	0.0	7.8	0.0	7.0
Kolda	15.2	15.2	0.0	8.1	0.4	0.0	0.0	0.0	2.9	0.0	0.0
Ziguinchor	11.1	11.1	0.0	2.9	0.4	0.0	0.0	0.0	2.5	0.0	0.0

Risques selon le genre

Les risques liés à la mobilité varient considérablement selon le genre, nécessitant des approches spécifiques pour protéger les filles et les garçons de manière adéquate. Les filles sont particulièrement vulnérables à des dangers spécifiques à leur genre, tels que l'exploitation commerciale (15,3%) et sexuelle (15,6%), souvent exacerbés par des conditions de pauvreté qui les obligent à s'engager dans des activités dangereuses ou des relations coercitives pour subvenir à leurs besoins. Les crises telles que les changements climatiques, les catastrophes naturelles, et les épidémies de santé publique comme la COVID-19 aggravent encore ces situations, exposant davantage les filles à ces formes d'exploitation. Les pratiques traditionnelles néfastes, comme le mariage précoce (5,3%), affectent également les filles de manière disproportionnée, limitant leur accès à l'éducation et leur autonomie.

En comparaison, les garçons sont plus souvent confrontés à des situations de mobilité précoce (19,2%) et à un manque d'encadrement (19,2%), les rendant plus vulnérables aux formes de travail illicite et à la vie dans la rue. Les crises sécuritaires, notamment les conflits civils, les rébellions comme celle en Casamance, augmentent le risque pour les garçons de se retrouver impliqués dans des activités dangereuses ou illégales. La pression économique sur les familles, où les garçons sont souvent considérés comme des soutiens économiques, renforce leur exposition aux risques, y compris l'exploitation par le travail et les conflits avec la loi.

Tableau 10: partition des Risques selon le Genre



Les filles, par exemple, sont parfois poussées à migrer pour échapper à des situations de vulnérabilité, telles que les violences liées au genre, les catastrophes environnementales ou les crises sanitaires. Ainsi, 65,6 % des filles ont déclaré que leur voyage était leur propre choix, ce qui montre une autonomie relative dans leurs décisions de mobilité. Cela pourrait être lié à des facteurs comme la recherche d'indépendance ou l'évasion de situations de vulnérabilité spécifiques au genre, comme des pressions familiales ou des violences liées au genre.

Risques selon l'âge

L'âge des enfants et jeunes en mobilité est un facteur déterminant de leur exposition aux risques, chaque tranche d'âge rencontrant des défis spécifiques.

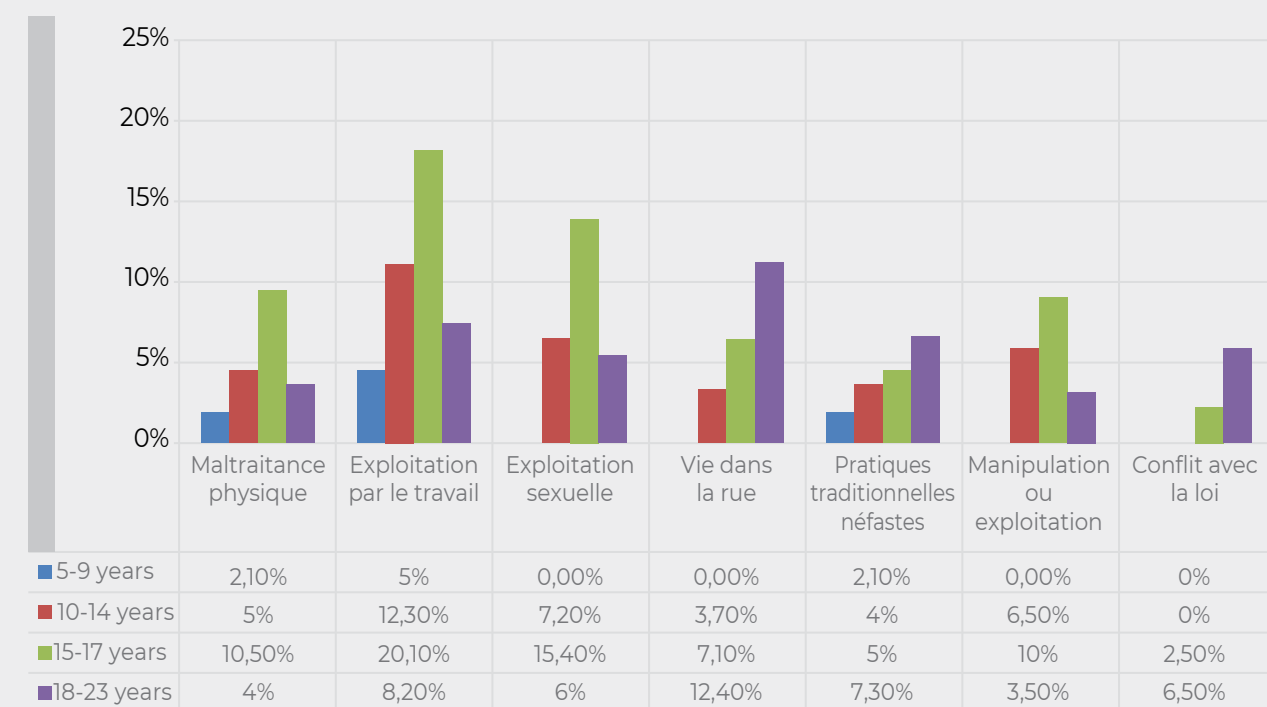
Les plus jeunes (5-9 ans) sont particulièrement vulnérables aux pratiques traditionnelles néfastes (2,1%) et aux formes de maltraitance physique,

car ils sont souvent perçus comme dépendants et incapables de se défendre ou de fuir des situations abusives. Les crises comme les catastrophes naturelles ou les situations de santé publique, telles que la COVID-19, peuvent aggraver ces vulnérabilités en limitant davantage les ressources et le soutien disponibles pour ces enfants.

Les enfants âgés de 10 à 17 ans, quant à eux, rencontrent un pic de vulnérabilité en termes d'exploitation par le travail (20,1% pour les 15-17 ans) et d'exploitation sexuelle (15,4% pour les 15-17 ans). À cet âge, les pressions économiques sur les familles peuvent pousser les jeunes à chercher du travail, souvent dans des conditions dangereuses et informelles, sans protection sociale ou juridique. L'adolescence, période de transition et de découverte de soi, les rend également plus susceptibles d'être manipulés ou exploités sexuellement, particulièrement en l'absence d'une éducation adéquate ou d'un soutien familial. Les conflits civils et les rébellions, comme celle en Casamance, peuvent également exacerber ces pressions, forçant les adolescents à prendre des risques pour subvenir à leurs besoins.

À partir de 18 ans, les jeunes en mobilité continuent de faire face à des risques élevés, notamment la vie dans la rue (12,4%) et les pratiques traditionnelles néfastes (7,3%). À cet âge, l'absence de structure familiale ou communautaire solide les pousse à vivre de manière autonome, souvent sans ressources ni soutien, ce qui les expose à des conditions de vie précaires et à un risque accru de marginalisation sociale. Les changements climatiques et les crises économiques peuvent également rendre ces jeunes plus vulnérables, les contraignant à des situations de survie dans des environnements hostiles et souvent criminogènes.

Tableau 11: Risques liés à la mobilité selon l'Age



Pour approfondir l'analyse des risques liés à l'occupation des enfants et jeunes en mobilité (EJM) au Sénégal, il est essentiel de comprendre en détail les activités spécifiques dans lesquelles ces jeunes sont engagés et les circonstances qui amplifient les dangers auxquels ils sont exposés.

Les jeunes engagés dans la réparation automobile ou la conduite, principalement dans les régions de Dakar et Ziguinchor, sont souvent des apprentis ou des aides dans des garages informels. Ces jeunes, parfois dès l'âge de 12 ans, passent leurs journées à manipuler des outils lourds, à soulever des pièces mécaniques, ou à travailler sous des véhicules sans équipements de sécurité adéquats. Les conditions de travail dans ces environnements sont précaires : ils travaillent sur des surfaces inégales, souvent en plein air, exposés aux intempéries, avec un accès limité à de l'eau propre pour se laver après manipulation de produits chimiques comme les huiles ou les solvants. Un jeune explique : "On m'a appris à réparer des voitures, mais personne ne m'a dit comment éviter les dangers. J'ai souvent des brûlures ou des coupures, mais je ne peux pas arrêter, sinon je perds mon travail" (jeune, Dakar). Ces tâches, combinées à l'absence de formation sur les risques, exposent ces jeunes à des accidents fréquents, tels que des coupures, des brûlures ou des blessures causées par des chutes d'objets lourds. Ces risques sont amplifiés par des conditions climatiques extrêmes, comme les vagues de chaleur qui aggravent les conditions de travail.

Dans les régions rurales comme Kolda et Ziguinchor, les jeunes travaillant dans l'agriculture, parfois de façon saisonnière, sont confrontés à d'autres types de dangers. Ces jeunes, souvent issus de familles pauvres, travaillent dans les champs dès l'aube pour cultiver des cultures comme le maïs, l'arachide, ou le coton. Le travail agricole inclut la manipulation d'outils rudimentaires comme des houes ou des machettes, ainsi que l'exposition à des engrais chimiques et des pesticides sans aucune protection. Un jeune de Kolda décrit : "Je travaille dans les champs depuis l'aube jusqu'au crépuscule, souvent sans pause, et parfois je dois manipuler des produits qui me donnent des maux de tête ou des éruptions cutanées" (jeune, Kolda). Les longues heures de travail sous un soleil brûlant, sans vêtements adaptés

ou pauses suffisantes, augmentent les risques de déshydratation, de coups de chaleur et d'intoxication chimique. Ces conditions de travail, couplées à une nutrition insuffisante, affaiblissent la santé de ces jeunes, rendant leur quotidien extrêmement éprouvant.

Dans les grandes villes comme Dakar, de nombreux jeunes sans emploi fixe se retrouvent à faire de petits boulots ou à mendier dans les rues. Ces jeunes, souvent orphelins ou issus de familles en difficulté, dorment dehors ou dans des abris temporaires. Leur précarité les expose à des situations de violence, comme des agressions ou des vols.

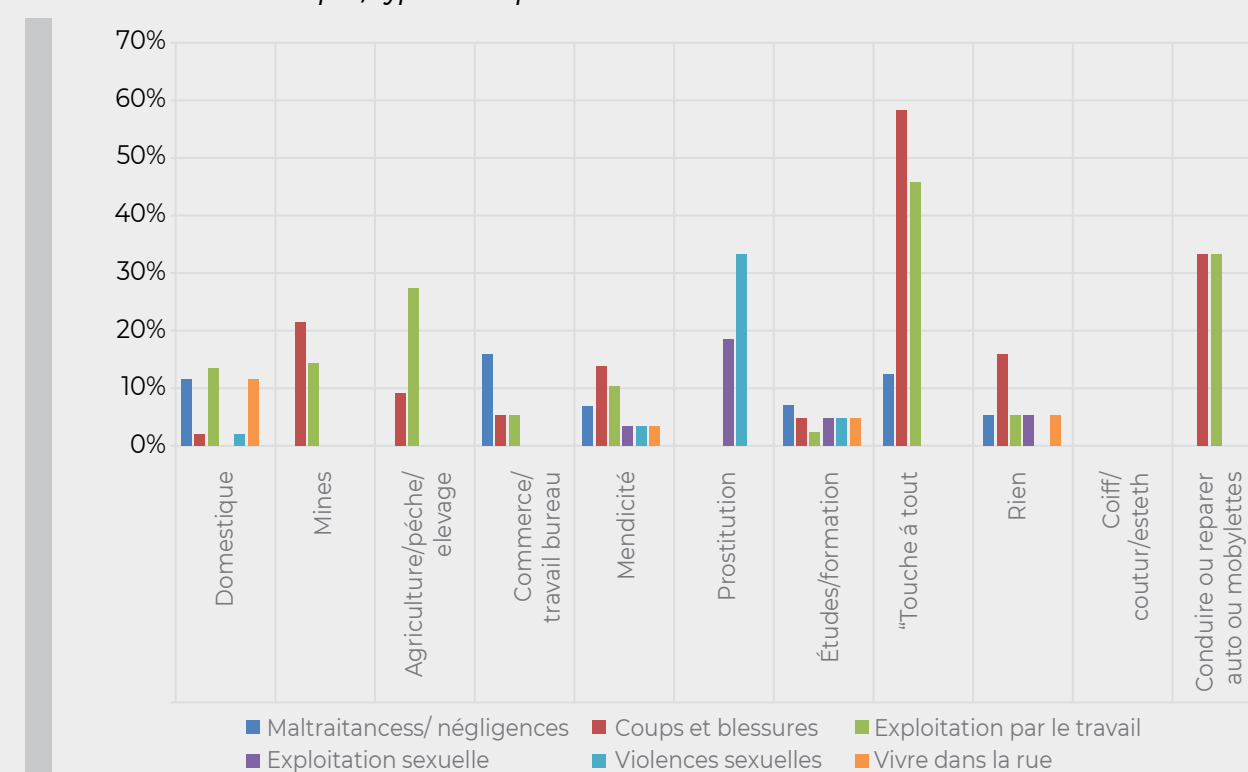
Ils sont également vulnérables à l'exploitation par des gangs ou des adultes mal intentionnés. Un jeune garçon raconte : "Je vis dans la rue depuis des mois maintenant, et chaque jour est une lutte. J'ai été volé plusieurs fois, et parfois, je dois me battre juste pour garder mes affaires" (jeune garçon, Dakar). L'instabilité de leur situation les place dans un état constant de vigilance, ce qui augmente leur stress et leur fatigue, les rendant plus susceptibles de subir des traumatismes physiques et psychologiques.

Les jeunes filles qui travaillent comme domestiques, surtout dans les zones urbaines comme Dakar, sont exposées à un type particulier de risques. Ces jeunes, souvent recrutées à un très jeune âge, doivent effectuer des tâches ménagères épuisantes, comme nettoyer, cuisiner, et s'occuper des enfants de leurs employeurs. Cependant, au-delà des tâches domestiques, elles sont fréquemment exposées à des risques d'exploitation sexuelle. Enfermées dans les maisons de leurs employeurs et coupées de leurs familles, ces jeunes filles sont souvent à la merci des abus sans pouvoir se défendre. Une jeune fille partage son expérience : "Je suis censée être ici pour travailler, mais souvent on me demande de faire des choses que je ne veux pas. Si je refuse, je sais que je perdrai mon travail et mon toit" (jeune fille, Dakar). Leur isolement est encore renforcé par des catastrophes naturelles ou des conflits locaux, qui peuvent limiter davantage leur accès à des protections extérieures. Cette situation crée un environnement d'abus où ces jeunes filles n'ont aucune protection ni recours, ce qui exacerbe leur vulnérabilité face à des abus répétés.

Ces situations montrent clairement que l'occupation des EJM est directement liée aux risques qu'ils encourent. Chaque type de travail ou absence de travail implique des dangers

spécifiques, souvent amplifiés par le manque de protection, de formation, et de soutien social.

Tableau 12 : Profil de risque /Type d'occupation



Les Enfants et Jeunes en Mobilité (EJM) au Sénégal font face à divers risques et défis, influencés par leur genre, âge et type d'occupation. Les filles sont particulièrement vulnérables à l'exploitation sexuelle et aux pratiques traditionnelles néfastes, souvent contraintes de travailler dans des emplois mal rémunérés pour soutenir leur famille. Les garçons, quant à eux, sont fréquemment poussés vers des travaux dangereux ou la vie dans la rue, où ils subissent des pressions sociales et culturelles qui aggravent leur vulnérabilité.

L'âge joue également un rôle crucial. Les plus jeunes sont exposés aux pratiques néfastes et aux maltraitements, tandis que les adolescents risquent davantage d'être exploités par le travail ou d'entrer

en conflit avec la loi. Leur jeune âge rend difficile leur intégration dans les systèmes éducatifs et la recherche d'emplois sûrs, ce qui aggrave les obstacles qu'ils rencontrent.

Le type d'occupation est un facteur déterminant. Les jeunes travaillant dans des emplois précaires, comme la réparation automobile ou l'agriculture, font face à des risques physiques élevés et sont souvent piégés dans des cycles de pauvreté, limitant leur accès à l'éducation et à des opportunités d'emploi plus sûres. Ces conditions de travail, combinées aux besoins économiques de soutenir leur famille, compliquent leur intégration sociale et restreignent leur progression éducative.

VII. Impact psychosocial des risques liés à la mobilité et stratégies d'adaptation

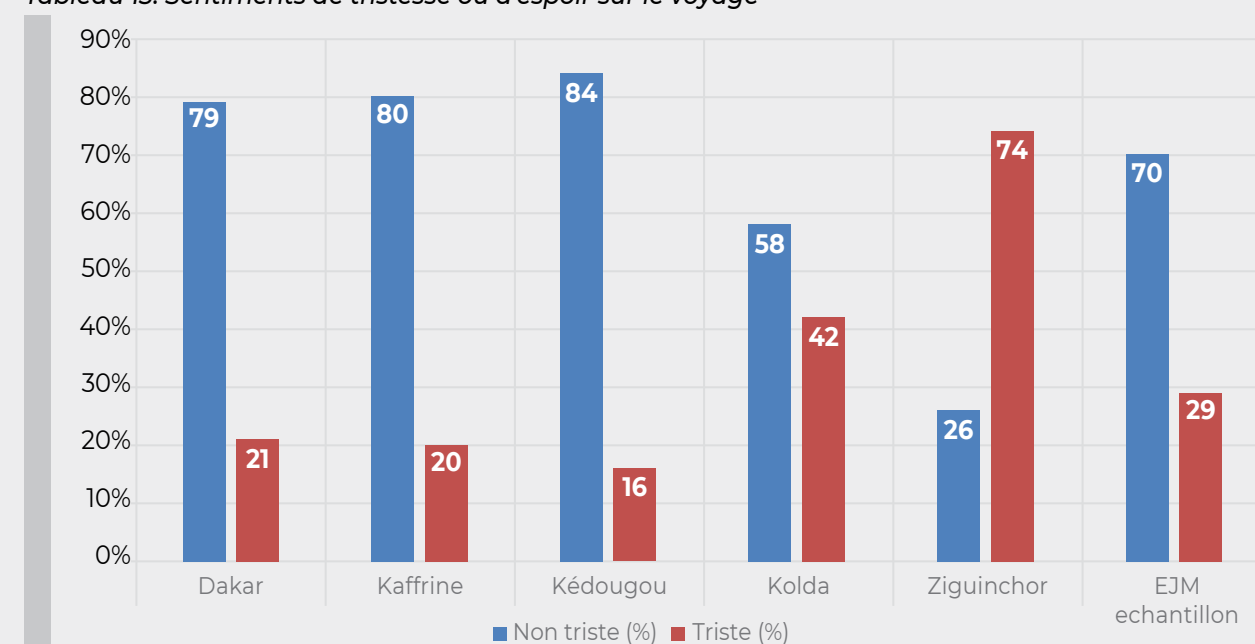
La mobilité expose les Enfants et Jeunes en Mobilité (EJM) à une multitude de risques psychosociaux. Ces enfants, loin de leur foyer, affrontent des défis émotionnels et psychologiques importants, influencés par leur genre, leur âge et le type d'occupation dans lequel ils s'engagent. Cette section se propose d'explorer en profondeur ces dynamiques psychosociales, en mettant en lumière les contraintes émotionnelles et les stratégies d'adaptation que les EJM déploient pour survivre dans un contexte de mobilité souvent hostile.

Contraintes psychosociales

Les sentiments des Enfants et Jeunes en Mobilité (EJM) montrent une réalité où l'espoir côtoie la tristesse, et où la résilience est mise à l'épreuve par un stress continu, révélant les défis quotidiens que ces enfants vivent et l'impact psychologique de leur expérience de mobilité. Ces sentiments, bien que contrastés, démontrent comment ces enfants naviguent à travers les défis psychologiques liés à leur mobilité. La proportion élevée d'enfants tristes dans certaines régions est un indicateur clé des conditions éprouvantes auxquelles ils sont confrontés : 29,5 % ressentent une tristesse profonde, surtout dans des régions comme Ziguinchor, où 73,9 % sont concernés.

Les enfants plus jeunes, en particulier ceux âgés de 5 à 9 ans, semblent plus vulnérables, manifestant des émotions intenses de tristesse ou de peur. Par exemple, parmi les EJM, 80 % des enfants de 10 à 14 ans ont vécu leur voyage avec tristesse, pour 25 % des enfants âgés de 15 à 17 ans. Cela montre que l'âge joue un rôle crucial dans la manière dont les enfants perçoivent et vivent leur mobilité. Les jeunes enfants sont généralement plus vulnérables dans le contexte de la mobilité pour plusieurs raisons, qui sont liées à leur développement psychologique, leur dépendance aux adultes, et leur manque d'expérience face aux situations difficiles.

Tableau 13: Sentiments de tristesse ou d'espoir sur le voyage

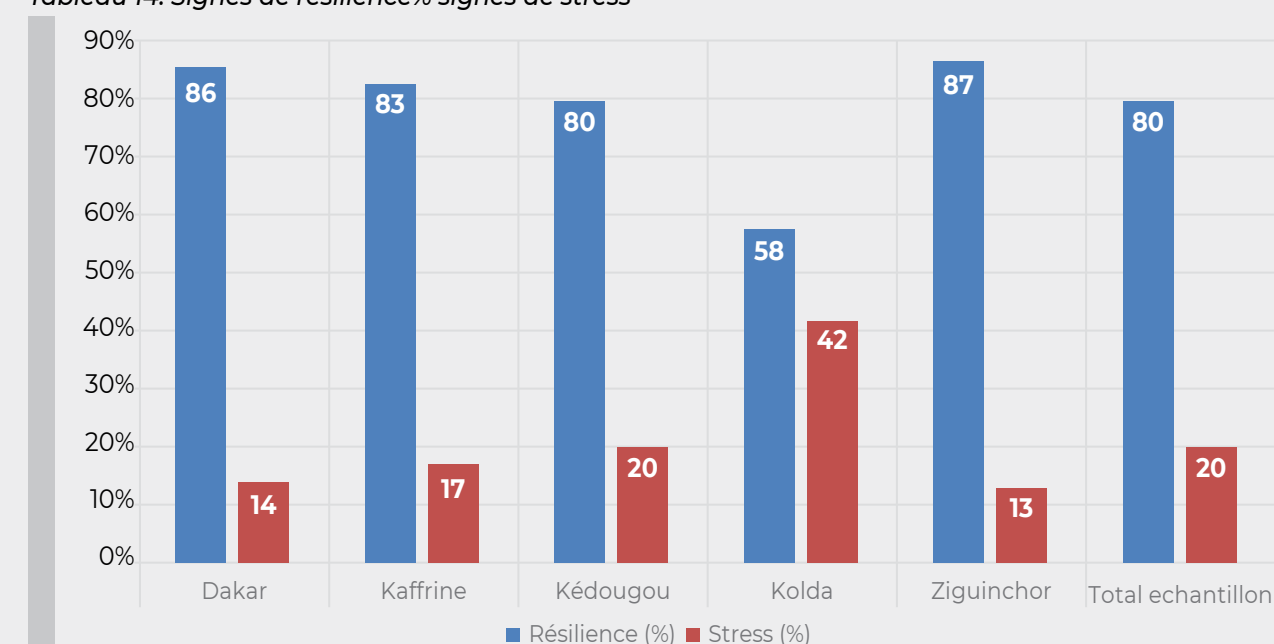


Signes de résilience et de stress chez les enfants et les jeunes en mouvement (CYM)

Les signes de résilience chez les Enfants et Jeunes en Mobilité (EJM) apparaissent à travers des actions comme la poursuite de l'éducation ou l'entraide entre pairs. En revanche, les signes de stress incluent l'anxiété, le repli sur soi, ou des réactions émotionnelles intenses. Ces réactions varient selon le sexe, l'âge, et l'environnement, mettant en lumière la complexité des expériences des EJM. Les chercheurs ont été surpris de constater que 80,1 % des EJM font preuve d'une forte résilience, même face au stress et aux difficultés. À Dakar et Ziguinchor, 86,2 % et 87 % des EJM ont montré une grande capacité à surmonter les défis.

Cependant, cette résilience n'est pas universelle : 19,9 % des enfants ont ressenti un stress intense, en particulier à Kolda, où 42,1 % ont décrit leur voyage comme très stressant, notamment en raison des crises comme les catastrophes naturelles, les conflits civils, et les impacts de la COVID-19.

Tableau 14: Signes de résilience% signes de stress



Emotional and Behavioral Reactions Among CYM in Senegal

Les enfants en mobilité au Sénégal réagissent différemment aux défis en fonction de leur âge, de leur sexe, et de leur environnement. Les filles demandent plus souvent de l'aide et cherchent des solutions pratiques. Elles expriment ouvertement leurs émotions, comme la tristesse, la peur ou la frustration, souvent par des pleurs suivis d'une adaptation progressive. En revanche, les garçons minimisent les dangers ou choisissent de ne rien faire, influencés par une pression sociale qui valorise l'endurance et l'indépendance, les poussant à cacher leurs émotions.

La zone de résidence influence aussi beaucoup ces réactions. À Ziguinchor, la tristesse est prédominante à cause des conditions de vie difficiles et du manque de soutien social. Un enfant décrit cette période comme « une période de peur et de solitude » (enfant, Ziguinchor). À Dakar, malgré des conditions similaires, certains enfants montrent plus de résilience, probablement grâce à un meilleur réseau de soutien. « C'était difficile, mais j'ai appris à rester fort » (jeune, Dakar).

Les jeunes enfants, surtout ceux âgés de 5 à 9 ans, sont plus vulnérables à la tristesse et au stress. Un enfant partage : « Je ne comprenais pas pourquoi nous devons partir, tout ce que je ressentais était de la peur » (enfant, Kolda). Leur dépendance aux adultes pour leur sécurité peut aussi devenir une source majeure de stress, surtout lorsque les adultes sont eux-mêmes en difficulté.

« Je voulais juste être avec ma mère, mais elle avait aussi peur que moi, et cela me faisait encore plus peur » (enfant, Kédougou). Le manque d'expérience des enfants les rend plus vulnérables aux dangers et aux abus.

Les sentiments d'espoir, de tristesse, de résilience et de stress chez les EJM sont fortement influencés par leur environnement social, leur âge, et le soutien qu'ils reçoivent. Dans les régions touchées par des crises comme la rébellion casamançaise, le stress est plus marqué. Cela souligne l'importance du soutien communautaire et familial pour aider ces enfants à développer des mécanismes de résilience.

Stratégies d'Adaptation des EJM

Les Enfants et Jeunes en Mobilité (EJM) au Sénégal développent diverses stratégies pour surmonter les défis qu'ils rencontrent chaque jour. Ils acquièrent des compétences de survie, évitent les agressions, et grandissent rapidement en maturité. Par exemple, un jeune de Dakar a exprimé : "Cela m'a permis d'avoir de l'expérience" (jeune, Dakar). À Kédougou, un autre a partagé : "Cela m'a beaucoup aidé à échapper aux tentatives" (jeune, Kédougou). D'autres jeunes, comme ceux de Kolda, Kaffrine, et Ziguinchor, ont expliqué comment ces stratégies les ont aidés à grandir, à survivre, à éviter les violences, et à maintenir leur dignité. Un jeune de Kédougou a aussi souligné l'importance de l'éducation : "Je continue mes études dans la quiétude" (jeune, Kédougou). Ces stratégies, bien que variées selon les régions, montrent la résilience et la détermination de ces jeunes face aux défis de la mobilité.

Tableau 15: Tableau récapitulatif des stratégies d'adaptation

Stratégie d'adaptation	Description	Témoignage
Avoir de l'expérience	Acquisition de compétences pratiques et de survie à travers des expériences de vie difficiles.	"Cela m'a permis d'avoir de l'expérience" (Jeune, Dakar).
Échapper aux agressions sexuelles	Développement de stratégies pour éviter les situations à risque.	"Cela m'a beaucoup aidé à échapper aux tentatives" (Jeune, Kédougou).
Grandir et mûrir	Maturation rapide et développement de la résilience.	"Cela m'a permis d'être plus courageux et d'aller De l'avant" (Jeune, Kolda).
Survivre	Adoption de comportements axés sur la satisfaction des besoins de base.	"Cela m'a aidé à survivre" (Jeune, Kaffrine).
Éviter les violences	Prise de mesures pour éviter les confrontations violentes.	"Cela me permettra d'éviter les violences corporelles" (Jeune, Ziguinchor).
Maintenir la dignité	Conserver un sentiment de respect de soi et de dignité.	"D'être respecté et protéger mes affaires" (Jeune, Kolda).
Continuer les études	Poursuite de l'éducation malgré les obstacles.	"Je continue mes études dans la quiétude" (Jeune, Kédougou).

Les Enfants et Jeunes en Mobilité (EJM) adoptent une variété de stratégies pour faire face aux défis de leur situation. Ces stratégies incluent demander de l'aide, fuir, résister, ou rester passifs lorsqu'ils se sentent perdus. Par exemple, un enfant à Dakar a partagé : "J'ai choisi de ne rien faire parce que je ne savais pas vers qui me tourner pour obtenir de l'aide. Je me sentais seul et perdu" (enfant, Dakar).

Stratégies Communautaires

Les Enfants et Jeunes en Mobilité (EJM) au Sénégal adoptent plusieurs stratégies pour faire face aux défis auxquels ils sont confrontés, souvent avec le soutien de leurs communautés. Une des stratégies clés stimulée par le PROTEJEM (Save The children, 2023) en banlieue dakaroise et à Kolda est la création de réseaux de solidarité, où la communauté, incluant des leaders religieux et des figures respectées, s'organise pour surveiller, protéger, et soutenir les EJM. Par exemple, dans certaines zones rurales, les membres du réseau prennent des tours pour surveiller les déplacements des enfants afin de prévenir l'exploitation ou la maltraitance. Ces réseaux jouent aussi un rôle crucial en diffusant des

informations sur les dangers potentiels et en aidant les EJM à éviter les situations risquées.

Un autre aspect important est l'hébergement temporaire au sein de la communauté. Des familles d'accueil volontaires offrent un refuge aux EJM sans abri ou en danger immédiat. Ce type d'hébergement, souvent informel et basé sur des accords verbaux, permet aux jeunes de trouver un peu de stabilité. Dans les zones urbaines comme Dakar, ce soutien est essentiel pour ceux qui fuient la violence des rues ou les trafics. Parfois, ces familles reçoivent un soutien communautaire sous forme de dons alimentaires ou de vêtements pour les aider à subvenir aux besoins des enfants.

La médiation communautaire est également une stratégie efficace, particulièrement lorsque les EJM sont impliqués dans des conflits. Les leaders communautaires, comme les aînés ou les chefs religieux, agissent en tant que médiateurs pour résoudre les différends. Par exemple, si un jeune est accusé de vol, les médiateurs interviennent pour éviter l'escalade du conflit, trouvant des solutions pacifiques et favorisant le dialogue, ce qui protège les jeunes de sanctions sévères ou de violence.

Les communautés locales mobilisent aussi des ressources pour répondre aux besoins immédiats des EJM, notamment en collectant de la nourriture, des vêtements, et parfois de l'argent. Les leaders religieux et traditionnels jouent un rôle central dans cette mobilisation. Ces ressources sont ensuite distribuées aux EJM les plus vulnérables, offrant un soutien matériel crucial. Par exemple, certaines communautés organisent des distributions alimentaires régulières pour éviter que les jeunes ne souffrent de la faim.

L'accompagnement psychosocial est une autre ressource mobilisée, avec des membres de la communauté formés pour offrir un soutien émotionnel aux jeunes en détresse, les aidant à surmonter les traumatismes liés à leur mobilité.

Enfin, l'éducation et la formation professionnelle sont des priorités pour briser le cycle de pauvreté et de marginalisation. Les communautés sensibilisent les parents et les tuteurs à l'importance de l'éducation, même pour les enfants en mobilité, et collaborent avec des écoles locales pour faciliter leur inscription. Des initiatives locales de formation professionnelle sont aussi mises en place, offrant aux jeunes des compétences pratiques qui augmentent leurs chances de trouver un emploi stable. Par exemple, dans certaines zones rurales, des ateliers de menuiserie ou de couture sont organisés, permettant aux jeunes de développer des compétences génératrices de revenus.

Ces stratégies communautaires jouent un rôle essentiel dans le soutien aux EJM, en fournissant des solutions immédiates et adaptées aux réalités locales.

Cependant, ces efforts nécessitent souvent un soutien supplémentaire de la part d'interventions institutionnelles plus larges pour être pleinement efficaces.

Le soutien psychosocial est une autre ressource mobilisée : les membres de la communauté sont formés pour offrir un soutien émotionnel aux jeunes en détresse et les aider à surmonter les traumatismes liés à leur mobilité.

VIII. Perception des institutions

Les institutions impliquées dans le soutien aux EJM se répartissent en deux catégories : opérationnelles et stratégiques. Les institutions de type opérationnel, qui travaillent directement avec les EJM, emploient des chefs de service, des délégués généraux, des directeurs, des superviseurs, et des assistants en suivi et évaluation.

Celles de type stratégique sont dirigées par des chefs de service, des gestionnaires de programmes ainsi que divers autres rôles tels que chefs de division, juristes, chargés de programmes, et directeurs pays. La majorité des répondants proviennent de l'administration publique, suivie par les ONG et les organisations de la société civile, illustrant la prédominance des structures administratives publiques dans la réponse aux besoins des EJM.

Les défis les plus importants pour les EJM, tels que l'exploitation économique et sexuelle, sont confirmés par les institutions comme étant particulièrement préoccupants. La vie dans la rue est une autre réalité alarmante, exposant les enfants à des dangers comme l'exploitation, la violence, et l'abus. Ces institutions soulignent également les effets négatifs de la mobilité sur les EJM, notamment en termes de santé mentale, d'éducation, et de vulnérabilité sociale.

En général, les services offerts aux EJM tout au long de leur parcours révèlent une diversité d'acteurs impliqués, mais restent largement insuffisants. Par exemple, à Dakar, seulement 2,3% des EJM ont reçu une aide à leur arrivée, principalement sous forme d'aide alimentaire. À Kaffrine, l'aide institutionnelle est rare, avec seulement 1,6% des EJM ayant bénéficié d'une assistance personnelle. Kédougou se distingue par une meilleure implication des centres d'accueil, où 1,4% des EJM ont reçu une aide directe. Dans des régions comme Kolda et Ziguinchor, l'aide informelle et institutionnelle est présente mais reste insuffisante pour répondre aux besoins de cette population vulnérable.

La section suivante approfondira les stratégies et les défis institutionnels en examinant les réponses des organisations opérationnelles et stratégiques, qui décriront plus en détail le soutien institutionnel apporté aux EJM.

Quelle réponse face aux besoins primordiaux des EJM ?

Les stratégies institutionnelles jouent un rôle complémentaire aux initiatives communautaires, en fournissant des ressources, des services spécialisés, et une coordination qui dépassent les capacités locales. Ces institutions, qu'elles soient gouvernementales, non-gouvernementales, ou issues de la société civile, interviennent à différents niveaux pour renforcer la protection des Enfants et Jeunes en Mobilité (EJM) au Sénégal.

Services de Prévention

Les services de prévention fournis par les institutions visent principalement à renforcer les capacités des familles et des communautés à protéger les EJM. Cela inclut des programmes éducatifs sur les droits des enfants, les dangers liés à la mobilité, et les moyens de prévenir les situations à risque.

Par exemple, des campagnes de sensibilisation sont régulièrement organisées dans les écoles et les centres communautaires pour informer les jeunes et leurs familles sur les risques de la traite des enfants et des mariages précoces. Ces campagnes utilisent des supports visuels, des ateliers interactifs, et des témoignages pour transmettre des messages clés de manière efficace. De plus, certaines institutions travaillent en étroite collaboration avec les autorités locales pour former les leaders communautaires à identifier les signes de danger chez les enfants et à intervenir de manière appropriée.

Services d'Intervention

En ce qui concerne l'intervention directe, les institutions fournissent une protection immédiate aux EJM par le biais de centres d'accueil, de services sociaux, et de structures de réintégration. Les centres d'accueil offrent un refuge sûr aux jeunes qui sont en situation de danger immédiat, comme ceux fuyant des situations d'exploitation ou de violence. Ces centres sont souvent équipés pour fournir des soins médicaux de base, un soutien psychologique, et des services de réintégration scolaire. Par exemple, à Kédougou, les centres d'accueil jouent un rôle clé en offrant une aide directe à 1,4% des EJM, ce qui, bien que modeste, représente un filet de sécurité essentiel pour ceux qui en bénéficient. Les services sociaux, quant à eux, travaillent à réintégrer les EJM dans leurs familles d'origine ou à les placer dans des environnements plus sûrs, tout en leur offrant un soutien continu pour assurer leur bien-être à long terme.

Coordination et Renforcement des Capacités

Les institutions jouent également un rôle important dans la coordination des efforts entre les différents acteurs impliqués dans la protection des EJM. Cette coordination est essentielle pour éviter les doublons, combler les lacunes, et maximiser l'efficacité des interventions. Par exemple, des comités de protection de l'enfance sont souvent mis en place au niveau local et régional pour assurer une communication fluide entre les services sociaux, les ONG, les autorités locales, et les communautés. Ces comités se réunissent régulièrement pour évaluer les progrès, identifier les nouveaux défis, et ajuster les stratégies en conséquence.

Le renforcement des capacités des acteurs locaux est une autre composante clé des stratégies institutionnelles. Cela inclut la formation continue des travailleurs sociaux, des enseignants, des agents de santé, et des forces de l'ordre sur les meilleures pratiques en matière de protection de l'enfance et de gestion des cas de mobilité. Ces formations sont souvent accompagnées de la fourniture de ressources supplémentaires, comme des guides pratiques, des outils de suivi, et des équipements logistiques, pour assurer que les acteurs locaux disposent des moyens nécessaires pour mettre en œuvre les interventions de manière efficace.

Soutien Juridique et Accès aux Services

L'accès aux services juridiques est également une priorité pour les institutions qui soutiennent les EJM. Les enfants en mobilité, souvent sans documentation légale, sont particulièrement vulnérables à l'exploitation et à l'abus, ce qui rend essentiel leur accès à une assistance juridique pour régulariser leur statut.



Soutien limité à l'arrivée à Dakar

Seulement 2,3 % des enfants et jeunes en mouvement (EJM) à Dakar ont reçu une aide à leur arrivée, principalement une assistance alimentaire.



Lacunes dans l'aide institutionnelle à Kaffrine

À Kaffrine, seulement 1,6 % des EJM ont bénéficié d'une aide personnelle de la part des institutions — mettant en évidence une lacune critique dans le soutien.



Les centres d'accueil font la différence à Kédougou

Kédougou présente un soutien légèrement meilleur : 1,4 % des EJM ont reçu une aide directe via les centres d'accueil — ce qui reste largement insuffisant.



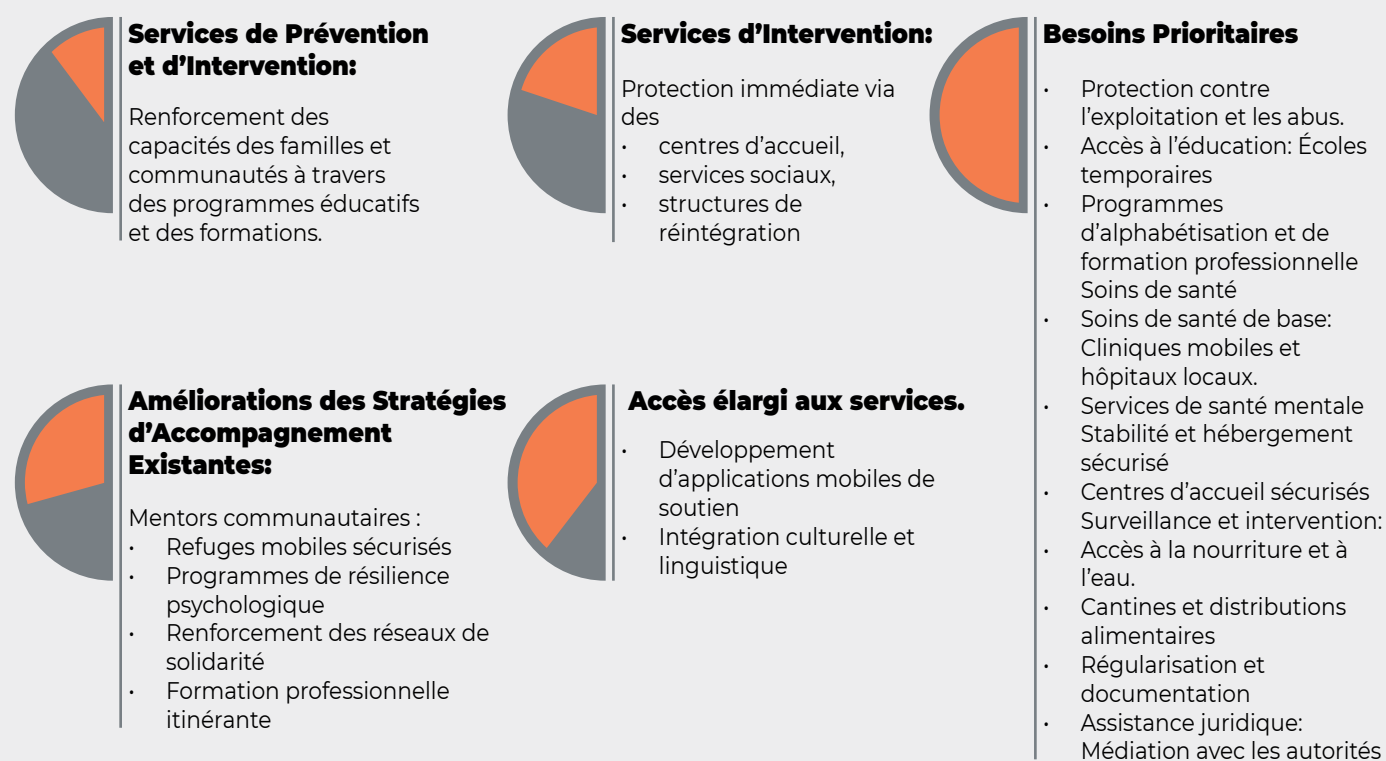
Insuffisant mais présent – Kolda et Ziguinchor

À la fois Kolda et Ziguinchor offrent un mélange de soutien informel et institutionnel, mais cela demeure insuffisant pour répondre aux besoins des enfants et jeunes migrants.

Les institutions mettent en place des services d'assistance juridique mobiles, qui se déplacent dans les zones de transit pour offrir des conseils et de l'aide dans l'obtention des documents nécessaires, comme les certificats de naissance, les permis de séjour, et les documents scolaires.

La mobilité des EJM au Sénégal implique de nombreux acteurs et institutions. Cependant À Dakar, seulement 2,3% des migrants ont reçu une aide à leur arrivée, principalement sous forme d'aide alimentaire. À Kaffrine, l'aide institutionnelle est rare, avec seulement 1,6% des migrants ayant bénéficié d'une assistance. À Kédougou, les centres d'accueil ont joué un rôle plus important, avec 1,4% des migrants recevant une aide directe. À Kolda, l'aide informelle est plus présente, avec des exemples d'accompagnement par des membres de la famille, bien que cela reste rare (2,7% des cas). Ziguinchor se distingue par un soutien institutionnel et communautaire plus marqué, avec un soutien psychologique offert à 3,7% des répondants. Globalement, une part importante des migrants n'a reçu aucune assistance, avec 4,7% à Dakar et 1,6% à Kaffrine signalant l'absence totale de soutien. Les pourcentages montrent que même lorsque le soutien est présent, il ne touche qu'une fraction insignifiante des EJM, soulignant la nécessité d'une aide institutionnelle accrue et mieux coordonnée.

Tableau 16: Initiatives et perspectives



Ces initiatives visent à améliorer la protection des jeunes en s'appuyant sur les forces locales et en adaptant les interventions aux réalités culturelles et sociales. Les acteurs ont cependant exprimé des préoccupations significatives concernant la protection de l'enfance dans les zones affectées par la mobilité des Enfants et Jeunes en Mobilité (EJM). Une proportion notable des réponses (environ 30%) indique que la protection des enfants est actuellement faible et nécessite des améliorations substantielles. Par exemple, certaines institutions ont décrit la situation comme « préoccupante » et ont souligné la nécessité de créer des foyers d'accueil, des formations professionnelles pour les handicapés, et des maisons de refuge. Les termes « Faiblesse des structures d'accueil » et « absence de personnel qualifié » sont fréquemment cités, soulignant les lacunes existantes dans les infrastructures et les ressources humaines.

Environ 25% des réponses mettent l'accent sur la nécessité de renforcer la collaboration et la coordination entre les différents acteurs impliqués dans la protection des EJM. Les institutions ont mentionné des « défis sur la réponse institutionnelle » et le besoin d'une « synergie dans l'intervention

des acteurs ». Par exemple, une réponse suggère de « mettre en place des mécanismes d'accompagnement des EJM (structures d'accueil, comités communautaires pour la détection des cas surtout au niveau frontalier) » pour améliorer l'efficacité des interventions.

Les défis financiers et logistiques représentent environ 20% des réponses. Les institutions ont identifié le « coût de la prise en charge » comme un obstacle majeur. Elles ont également évoqué la nécessité de « renforcer les contrôles au niveau des frontières » et de « construire des centres zonaux de prise en charge d'enfant et jeunes en situation de vulnérabilité ». Ces réponses montrent que les ressources actuelles sont insuffisantes pour répondre aux besoins croissants des EJM.

Les efforts de sensibilisation et d'éducation sont également soulignés dans environ 15% des réponses. Les institutions recommandent de « renforcer la communication et la sensibilisation » et de mettre en œuvre des programmes spécifiques pour les EJM. Par exemple, elles suggèrent de créer des « structures ou des points d'écoute et d'accueil des EJM » et de mener des campagnes de sensibilisation transfrontalières.

Environ 10% des réponses pointent la carence de programmes et de projets dédiés à la protection des EJM. Les institutions notent l'« absence de programme spécifique destiné aux jeunes et enfants en mobilité » et appellent à la mise en œuvre de tels programmes pour combler ce vide.

Enfin, les besoins en formation et en renforcement des capacités sont mentionnés dans environ 10% des réponses. Les institutions indiquent que le « renforcement de capacités des acteurs et communautés » est essentiel pour améliorer la protection des EJM. Elles appellent également à une meilleure « capacitation, formation, encadrement » pour les travailleurs sociaux et autres professionnels impliqués.

Effets de la mobilité sur la vie des EJM Les institutions ont identifié plusieurs effets de la mobilité sur les EJM. Environ 35% des réponses mettent en avant les effets psychologiques et émotionnels, comme les traumatismes, le stress, et la perte de confiance en soi. Des réponses telles que « Traumatismes, stress, drogue, alcool, prostitution » illustrent la gravité de ces impacts.

Près de 30% des institutions soulignent l'impact négatif de la mobilité sur l'éducation des EJM, avec des conséquences comme le décrochage scolaire. Par exemple, « Abandon et décrochages scolaires, la stigmatisation » montre comment la mobilité empêche les EJM de poursuivre leur éducation. La mobilité accroît également la vulnérabilité sociale et la tendance à la délinquance, avec des réponses comme « Ils se lancent sur le banditisme, la délinquance juvénile ». Environ 10% des réponses concernent les problèmes de santé et les risques physiques, comme les grossesses précoces et

35%
des CYM mettent en lumière les effets psychologiques et émotionnels, notamment le traumatisme, le stress et la perte de confiance en soi.

30%
des institutions signalent des impacts négatifs sur l'éducation, tels que l'abandon scolaire et le décrochage.

20%
une partie des réponses établit un lien entre la mobilité et une vulnérabilité sociale accrue, y compris des tendances à la délinquance et aux comportements criminels.

10%
une partie des réponses mentionne des risques pour la santé, tels que les grossesses précoces et la malnutrition.

5%
une partie des réponses cite l'exploitation et les abus, y compris la violence et la traite.



36.2%

une partie des répondants identifie l'éducation et la formation professionnelle comme essentielles pour accéder à un emploi dans leur domaine d'intérêt.



29.3%

les répondants considèrent que l'éducation et la formation professionnelle sont essentielles pour trouver un emploi dans leur domaine d'intérêt.



6.9%

les répondants identifient l'éducation et la formation professionnelle comme clés pour obtenir un emploi dans leur domaine d'intérêt.



Logement sûr et soutien communautaire:

Des répondants identifient l'éducation et la formation professionnelle comme essentielles pour obtenir un emploi dans leur domaine d'intérêt.

la malnutrition. « Grossesses précoces sur les jeunes filles, délinquance juvénile pour les garçons » illustre ces dangers. Enfin, 5% des réponses mentionnent les formes d'exploitation et d'abus, comme la violence et la traite.

Effets de la mobilité des enfants et des jeunes sur la localité Les institutions ont également relevé les effets de la mobilité sur les localités, avec 40% des réponses soulignant l'insécurité et la violence comme des conséquences majeures. Par exemple, « Violence, prostitution » montre les dangers auxquels les EJM et leur communauté sont confrontés. Environ 30% des institutions rapportent une dégradation des conditions socio-économiques, comme le départ massif des EJM qui entraîne une réduction de la main-d'œuvre locale. « La précarité, l'économie est réduite » en est un exemple. L'impact sur l'éducation est mentionné par 20% des réponses, avec des préoccupations comme la faiblesse du taux de scolarisation. Enfin, 10% des institutions notent une dégradation des mœurs et de la cohésion sociale, et 5% se concentrent sur les problèmes de santé et de bien-être.

Potentialités et opportunités pour un soutien aux enfants et aux jeunes en mobilité

L'analyse des services jugés les plus utiles par les Enfants et Jeunes en Mobilité (EJM) au Sénégal met en évidence des opportunités significatives, malgré des disparités régionales. Les témoignages des EJM révèlent plusieurs domaines clés où les interventions pourraient être renforcées pour améliorer leurs conditions de vie et leurs perspectives d'avenir.

La formation et l'éducation émergent comme des éléments essentiels pour l'insertion professionnelle des EJM. De nombreux jeunes insistent sur l'importance de continuer à apprendre et d'acquérir des compétences spécifiques

pour réussir à trouver un emploi. « La technologie me permettra d'apprendre de nouveaux styles et faire la promotion de mon travail » (Dakar, garçon, majeur), déclare un jeune, soulignant ainsi l'importance des compétences technologiques dans leur développement professionnel. Pour répondre à ce besoin, il est crucial de renforcer les programmes de formation professionnelle et d'améliorer l'accès à des ressources éducatives adaptées. D'ailleurs, 36,2% des répondants considèrent la formation et l'éducation comme des éléments essentiels pour trouver un emploi dans leur domaine d'intérêt.

Les moyens financiers et matériels constituent un autre aspect fondamental pour ces jeunes. Le manque de ressources est souvent cité comme un obstacle majeur à la réalisation de leurs projets professionnels. « Si tu as de l'argent, tu peux créer ton business » (Ziguinchor, garçon, mineur), explique un jeune, illustrant ainsi la nécessité d'un soutien financier pour entreprendre.

Les initiatives de microcrédit, les subventions pour les jeunes entrepreneurs, et les programmes de soutien matériel peuvent

fournir des opportunités cruciales pour aider les EJM à démarrer leurs propres entreprises. Ce besoin est souligné par 29,3% des répondants qui évoquent l'importance des moyens financiers et matériels pour réaliser leurs ambitions.

L'hébergement est un besoin fondamental et un service très apprécié par les EJM. Dans plusieurs régions, notamment à Dakar et Kolda, l'hébergement est cité comme l'un des meilleurs services reçus. « Le centre nous a accueilli, nous soigne et nous donne à manger » (Kolda, fille, mineure), raconte un jeune, soulignant ainsi l'importance de disposer d'un logement sûr et stable. Pour répondre à ce besoin, il serait pertinent d'envisager l'expansion des centres d'accueil, la création de logements temporaires, et de solutions d'hébergement à long terme pour les jeunes en mobilité.

La création d'emploi et l'entrepreneuriat sont également perçus comme des avenues prometteuses pour les EJM. « Je veux créer un multiservice » (Dakar, garçon, majeur), affirme un jeune, reflétant le désir de nombreux jeunes de devenir entrepreneurs et de créer leurs propres opportunités d'emploi. Cette aspiration, partagée par 6,9% des répondants, souligne l'importance de faciliter l'accès aux financements, de proposer des formations en gestion d'entreprise, et de développer des incubateurs de start-ups pour soutenir cet objectif.

Enfin, le soutien communautaire et les réseaux sociaux jouent un rôle clé dans le parcours des EJM. « Les réseaux sociaux vont me faciliter la vente » (Kédougou, fille, majeure), déclare un jeune, mettant en avant l'impact des technologies modernes sur leurs activités économiques. Le renforcement des réseaux communautaires, l'utilisation des plateformes digitales pour promouvoir les

produits et services, et la mise en place de programmes de mentorat peuvent contribuer à créer un environnement plus favorable pour les jeunes en mobilité.

Lorsqu'on leur demande ce qu'il leur faut pour réussir dans le domaine qui les intéresse, les EJM citent principalement la formation/éducation (36,2%), les moyens financiers/matériels (29,3%), et la création d'emploi/entrepreneuriat (6,9%). Le soutien continu dans ces domaines est crucial pour les aider à surmonter les obstacles à l'emploi et à réussir dans leurs initiatives entrepreneuriales.

Le soutien au EJM reste insuffisant. À Dakar, seuls 2,3 % des migrants ont reçu une assistance à leur arrivée, principalement sous forme d'aide alimentaire. À Kaffrine, l'appui institutionnel est rare, seuls 1,6 % des migrants bénéficiant d'une forme d'assistance. À Kédougou, les centres d'accueil ont joué un rôle plus important, ayant permis à 1,4 % des migrants de bénéficier d'une aide directe.

À Kolda, l'aide informelle, telle que l'aide des membres de la famille, est plus fréquente, bien qu'encore rare (2,7 % des cas). Ziguinchor se distingue par un appui institutionnel et communautaire plus important, comme l'indique le fait que 3,7 % des personnes interrogées bénéficient d'un soutien psychologique.

Dans l'ensemble, une grande partie des migrants n'a reçu aucune assistance, avec 4,7 % à Dakar et 1,6 % à Kaffrine qui ont déclaré une absence totale de soutien, ce qui est particulièrement préoccupant.

VIII. Priorités Identifiées

Les Enfants et Jeunes en Mobilité (EJM) au Sénégal font face à des risques accrus dus à leur situation de déplacement, qu'il s'agisse de la pauvreté, de l'exploitation ou de l'absence de protection adéquate. Ces risques varient selon le genre, l'âge, et le type d'occupation, avec une vulnérabilité particulière pour les jeunes filles et les plus jeunes enfants, souvent exposés à des pratiques traditionnelles néfastes et à des abus.

Malgré ces défis, les EJM déploient des stratégies d'adaptation, comme la création de réseaux de solidarité, l'accès à l'éducation et la formation professionnelle, ainsi que l'accompagnement psychosocial, qui témoignent de leur résilience. Cependant, pour renforcer ces efforts, des interventions institutionnelles plus larges sont nécessaires, incluant une meilleure coordination entre les acteurs et une allocation accrue de ressources.

Ce tableau synthétise les priorités identifiées pour améliorer les conditions de vie des EJM au Sénégal, en se basant sur les analyses des défis, des stratégies de résilience, et des soutiens existants.

Tableau 17; Tableau des priorités pour l'accompagnement des EJM

Priorité Identifiée	Action Correspondante
Renforcement de la Sécurité	Mettre en place des dispositifs pour prévenir la traite des enfants et renforcer la coordination entre les acteurs de protection.
Amélioration de l'Accès à l'Éducation	Simplifier les démarches d'inscription, offrir des programmes de soutien linguistique et des services de transport scolaire, et fournir des bourses.
Sensibilisation Communautaire	Mener des campagnes sur l'importance d'une enfance stable et organiser des ateliers de médiation pour renforcer les liens familiaux et communautaires.
Soutien Financier et Matériel	Allouer des fonds pour fournir des pièces d'état civil, des ressources éducatives et professionnelles, notamment pour les orphelins.
Création d'un Environnement Inclusif	Former les enseignants à la diversité culturelle et sensibiliser contre la discrimination dans les écoles et les communautés.

Les enfants et jeunes en mobilité au Sénégal sont confrontés à des risques significatifs en raison de leur situation de déplacement, nécessitant une réponse coordonnée et adaptée. Les stratégies d'adaptation qu'ils développent, bien qu'efficaces à certains égards, doivent être soutenues par des interventions institutionnelles robustes.

Pour transformer les conditions de vie des EJM et leur offrir des perspectives d'avenir plus prometteuses, il est essentiel d'adopter une approche holistique. Celle-ci doit intégrer la sécurité, l'éducation, la sensibilisation communautaire, et le soutien juridique, tout en tenant compte des spécificités régionales et contextuelles.

En répondant à ces besoins de manière appropriée, il sera possible non seulement de protéger les EJM, mais aussi de renforcer la cohésion sociale et de promouvoir un développement durable au sein des communautés sénégalaises.

IX. Conclusion/ Recommandations

La mobilité des enfants et des jeunes en Afrique, et particulièrement au Sénégal, demeure un phénomène qui nécessite une attention soutenue et des interventions urgentes. Selon des rapports récents, tels que le World Migration Report 2022 de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), des millions d'enfants continuent d'être déplacés à travers le continent, souvent en raison de conflits, de catastrophes naturelles, ou de la recherche de meilleures opportunités économiques. Cette situation alarmante met en évidence l'urgence de mettre en place des mesures de protection et de soutien adaptées pour garantir leur sécurité et leur bien-être.

L'étude situationnelle sur les enfants et jeunes en mobilité (EJM) au Sénégal a révélé une exposition accrue à des risques variés, exacerbés par leur situation de déplacement. Les EJM font face à des dangers concrets tels que l'exploitation économique et sexuelle, la vie dans la rue, et le manque d'accès aux soins et à l'éducation. Ces risques, qui varient en fonction de facteurs comme le genre, l'âge, et le type d'occupation, sont particulièrement aigus pour les jeunes filles et les enfants les plus jeunes, souvent confrontés à des pratiques traditionnelles néfastes et à des abus.

Malgré ces défis, les EJM montrent une remarquable capacité de résilience. Ils développent des stratégies d'adaptation telles que la création de réseaux de solidarité, l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle, et l'accompagnement psychosocial. Cependant, ces efforts communautaires doivent être renforcés par des interventions institutionnelles plus larges, visant à améliorer la sécurité, à faciliter l'accès à l'éducation, et à fournir un soutien financier et matériel adéquat.

Pour répondre efficacement à ces réalités, il est important de renforcer les dispositifs de protection, notamment dans les zones frontalières et de transit, et d'améliorer la coordination entre les différents acteurs de la protection de l'enfance. L'accès à une éducation de qualité et à une formation professionnelle adaptée doit être facilité, en assouplissant les exigences administratives et en mettant en place des programmes de soutien spécifiques.

Par ailleurs, la sensibilisation communautaire et la création d'un environnement inclusif sont essentielles pour lutter contre la discrimination et la stigmatisation, tout en favorisant l'intégration sociale et éducative des EJM.

En s'attaquant aux besoins prioritaires des EJM et en capitalisant sur les opportunités identifiées, il est possible de transformer les obstacles en leviers de développement, permettant à ces jeunes de réaliser pleinement leur potentiel. Le renforcement des structures de soutien, ainsi que la mise en place de politiques et de programmes adaptés, sont des conditions indispensables pour garantir leur sécurité et leur bien-être. Une approche holistique et bien financée est essentielle pour surmonter les risques liés à la mobilité des EJM et pour leur permettre de s'épanouir pleinement, contribuant ainsi positivement à leurs communautés et à la société dans son ensemble.

Recommandations Dérivées de l'Étude

Les recommandations suivantes ont été formulées à partir des analyses des défis rencontrés par les Enfants et Jeunes en Mobilité (EJM), des stratégies de résilience qu'ils ont développées, et des soutiens communautaires et institutionnels identifiés. Ces recommandations sont destinées à guider les actions futures pour améliorer la situation des EJM au Sénégal.

Tableau 18: Tableau des recommandations émises par les EJM et autres acteurs

Recommandation	Détails	Responsable
Synergie	Établir des protocoles de collaboration formalisés avec les autorités et les institutions engagées dans la protection de l'enfant pour assurer la protection judiciaire et sociale des EJM. Participer activement aux réunions et comités locaux de protection de l'enfance pour coordonner les efforts.	Ministère de la Femme et des Solidarités, ONG, Communautés, EJM
Étude Transfrontalière	Mener une étude transfrontalière détaillée sur les risques et vulnérabilités des enfants en mobilité dans les zones frontalières pour adapter les interventions. Collecter des données sur les points de passage et les destinations fréquentes des enfants et jeunes en mobilité.	Ministère de la Femme et des Solidarités, ONG, Action Sociale Nationale, EJM
Initiatives Existantes	Cartographier et évaluer les initiatives locales existantes pour intégrer et renforcer les efforts en cours. Établir des partenariats formels avec les organisations locales pour mutualiser les ressources et partager les meilleures pratiques.	Ministère de la Femme et des Solidarités, ONG, Action Sociale Nationale
Centres d'Accueil	Créer et équiper des centres d'accueil spécialisés offrant des services psychosociaux, médicaux et éducatifs. Développer des programmes de réintégration familiale et communautaire pour les enfants et jeunes en mobilité.	Ministère de la Femme et des Solidarités, ONG, Action Sociale Nationale, Communautés
Services Départementaux	Collaborer avec les services départementaux de protection de l'enfance pour une prise en charge coordonnée. Mobiliser les services techniques pour fournir un soutien spécialisé en santé, éducation et protection juridique.	Ministère de la Femme et des Solidarités, Action Sociale Nationale, ONG
Sensibilisation et Formation	Organiser des campagnes de sensibilisation sur les droits de l'enfant et les dangers liés à la mobilité dans les écoles et les communautés. Former les enseignants, travailleurs sociaux et autorités locales sur la protection des droits de l'enfant.	Ministère de la Femme et des Solidarités, Action Sociale Nationale, Communautés, ONG
Prise en Charge	Identifier et retirer les enfants en danger des situations abusives et les placer dans des environnements sûrs. Organiser des ateliers numériques pour sensibiliser les enfants aux dangers en ligne et les protéger contre l'exploitation.	Ministère de la Femme et des Solidarités, Action Sociale Nationale, ONG, EJM
Renforcement des Capacités	Former et équiper les structures locales de protection de l'enfance pour améliorer leur capacité de réponse. Fournir des équipements logistiques et informatiques aux structures locales pour faciliter leurs interventions.	Ministère de la Femme et des Solidarités, Action Sociale Nationale, ONG

Égalité des Chances	Assurer l'accès équitable à l'éducation pour tous les enfants, avec une attention particulière aux filles et aux enfants vulnérables. Mettre en place des programmes de lutte contre les discriminations dans les écoles et les communautés.	Ministère de la Femme et des Solidarités, Action Sociale Nationale, ONG, Communautés
Adaptation Régionale	Personnaliser les interventions en fonction des contextes locaux et des besoins spécifiques des enfants en mobilité dans chaque région. Impliquer les acteurs communautaires dès la conception des interventions pour garantir leur pertinence.	Ministère de la Femme et des Solidarités, Action Sociale Nationale, ONG, Communautés
Formation et Équipement	Organiser des formations continues sur les violences basées sur le genre (VBG) pour les acteurs locaux. Fournir du matériel logistique et informatique aux structures locales pour améliorer leurs capacités d'intervention.	Ministère de la Femme et des Solidarités, Action Sociale Nationale, ONG
Partenariats et Sensibilisation	Établir des partenariats stratégiques avec les ONG locales et internationales pour une approche coordonnée. Sensibiliser les communautés sur les impacts négatifs des réseaux sociaux et des influences culturelles sur les enfants et les jeunes.	Ministère de la Femme et des Solidarités, Action Sociale Nationale, ONG, Communautés, EJM
Pérennité	Impliquer les services déconcentrés dès le début des interventions pour assurer leur durabilité. Mettre en place des mécanismes de suivi et d'évaluation pour pérenniser les résultats et ajuster les stratégies en fonction des évolutions.	Ministère de la Femme et des Solidarités, Action Sociale Nationale, ONG
Formation Professionnelle et Réinsertion	Développer des programmes de formation professionnelle axés sur les compétences numériques et l'entrepreneuriat pour les jeunes en mobilité. Faciliter la réinsertion scolaire des enfants en mobilité, en renforçant les systèmes d'éducation formelle et non formelle.	Ministère de la Femme et des Solidarités, Action Sociale Nationale, ONG, Communautés, EJM
Conflits Intergénérationnels	Promouvoir le dialogue entre parents et enfants à travers des ateliers et des séances de médiation. Sensibiliser sur l'importance des relations sociales non monétisées et de l'éducation pour le développement des enfants.	Ministère de la Femme et des Solidarités, Action Sociale Nationale, Communautés, ONG
Activités Génératrices de Revenus	Collaborer avec les Comités Départementaux de Protection de l'Enfance (CDPE) pour développer des activités économiques pour les familles vulnérables. Créer des projets générateurs de revenus pour les familles afin de réduire les risques liés à la mobilité des enfants.	Ministère de la Femme et des Solidarités, Action Sociale Nationale, Communautés, ONG
Services Actifs	Renforcer et soutenir les services d'accompagnement existants pour mieux répondre aux besoins des enfants en mobilité. Soutenir les services départementaux de la famille et de la protection de l'enfance comme points de contact pour les enfants en mobilité.	Ministère de la Femme et des Solidarités, Action Sociale Nationale, ONG

Ces recommandations sont fondamentales pour instaurer une protection accrue et un soutien adapté aux EJM au Sénégal. Elles serviront de guide pour les actions futures, garantissant que les interventions répondent efficacement aux réalités locales et aux besoins particuliers de ces jeunes.

Liste des Annexes en Pièces Jointes

- ANNEXE UN:** RAPPORT DE LA CARTOGRAPHIE COMMUNAUTAIRE REALISEE AVEC LE CBCPM
CHILD FUND TOOLBOX
- ANNEXE II:** RAPPORT DE L'ANALYSE DES ACTEURS DANS L'ACCOMPAGNEMENT DES EJM AU
SENEGAL
- ANNEXE III:** BOITE A OUTILS
- ANNEXE IV:** EXEMPLAIRE DE LA POLITIQUE ET PROCEDURE DE SAUVEGARDE DE L'ENFANT
- ANNEXE V:** INSTRUMENTS D'INVESTIGATION ET DE CONNAISSANCES (IIC) ANNEXES VI:
REPARTITION DES ENQUETEURS ET CODE
- ANNEXE VII:** PLANIFICATION QUOTIDIENNE DES ACTIVITES ANNEXES VIII : ATTRIBUTION DES
CODES PAR REGION ANNEXE IX :: PREVISIONS ECHANTILLONNAGE
- ANNEXE X:** STRUCTURES AYANT PARTICIPE A L'ANALYSE DES SERVICES ANNEXE XI :: PROFILS DES
REONDANTS INSTITUTIONNELS
- ANNEXE XII:** CADRE JURIDIQUES NATIONAL ER INTERNATIONAL





ChildFund
Senegal

Bourguiba Avenue Sicap Amitié
1 Villa N° 3081, Dakar, Sénégal

+221 33 865 20 21
@ChildFundSenegal
ChildFund Senegal